

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3176

[C - 2006/29100]

2 JUIN 2006. — Décret relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret il faut entendre par :

- Puériculteur : le puériculteur visé à l'article 8;
- Puériculteur : ACS/APE : le puériculteur exerçant ses fonctions dans le cadre du décret du 12 mai 2004;
- Puériculteur contractuel : le puériculteur effectuant un remplacement dans le cadre des articles 24, 34, 44;
- Commissions :
 - Dans l'enseignement organisé par la Communauté française : la commission zonale d'affectation visée à l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;
 - Dans l'enseignement subventionné : la commission zonale de gestion des emplois créée par les articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.
- Commission interzonale : la commission interzonale d'affectation visée à l'article 14^{ter} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;
- Zone :
 - Dans l'enseignement organisé par la Communauté française : chaque zone visée à l'article 14^{bis} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;
 - Dans l'enseignement officiel et libre subventionné à caractère confessionnel : chaque zone visée à l'article 1^{er} de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2002 déterminant pour l'enseignement fondamental les zones en application de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;
 - Dans l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel : la zone visée à l'article 10, alinéa 3 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.
- Emploi vacant : Par « emploi vacant », il y a lieu d'entendre tout poste créé conformément au titre II ou libéré par un puériculteur nommé ou engagé à titre définitif suite à la cessation définitive de ses fonctions conformément aux articles 18, 28, 38 du présent décret;
- Décret du 12 mai 2004 : le décret fixant les droits et les obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française;
- Président : le Président de la Commission zonale d'affectation ou de la Commission zonale de gestion des emplois concernée.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte notwithstanding les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métiers, fonction, grade ou titre.

Art. 3. Le présent décret s'applique à l'enseignement maternel ordinaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

TITRE II. — Du cadre des puériculteurs de l'enseignement préscolaire ordinaire**CHAPITRE I^{er}. — De la création du cadre**

Art. 4. Afin de permettre la création d'un cadre statutaire pour les puériculteurs de l'enseignement maternel ordinaire, le Gouvernement alloue au moins les moyens suivants :

- Pour l'année civile 2006 : 411.000 €;
- Pour l'année civile 2007 : 2.395.200 €;
- Pour l'année civile 2008 : 2.567.200 €;
- Pour l'année civile 2009 : 3.015.200 €;
- Pour l'année civile 2010 : 3.569.600 €.

Art. 5. Le Gouvernement fixe chaque année, au plus tard pour le 31 mars, dans les limites budgétaires fixées à l'article 4, le nombre de postes de puériculteurs de l'enseignement préscolaire ordinaire.

Art. 6. Le nombre de postes de puériculteurs visés à l'article 5 est réparti par le Gouvernement entre les réseaux, et, pour ce qui concerne l'enseignement libre subventionné entre les caractères, et entre les zones, proportionnellement au nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement maternel ordinaire au 30 septembre de l'année qui précède celle pour laquelle les postes sont attribués.

CHAPITRE II. — Règles d'attribution des postes aux écoles

Art. 7. Les postes prévus par le Chapitre I^{er} du présent titre et par le Chapitre III du Titre I^{er} du décret du 12 mai 2004, sont attribués conformément aux dispositions des articles 22 à 27 de ce dernier.

TITRE III. — Statut des puériculteurs de l'enseignement maternel ordinaire.

Art. 8. Le présent titre s'applique aux puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française visés par le Titre II.

CHAPITRE I^{er}. — De la fonction et des titres

Art. 9. La fonction de puériculteur visée au présent titre est la fonction visée à l'article 8, a), 1^o de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 10. Les titres requis pour la fonction de recrutement de puériculteurs sont ceux visés à l'article 15 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements.

CHAPITRE II. — Des devoirs et des incompatibilités

Art. 11. Sont applicables aux puériculteurs exerçant leurs fonctions au sein de l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 5 à 13 et 57 à 63 de l'Arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 12. Est applicable aux puériculteurs exerçant leurs fonctions au sein de l'enseignement officiel subventionné, le chapitre II du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 13. Est applicable aux puériculteurs exerçant leurs fonctions au sein de l'enseignement libre subventionné, le chapitre II du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

CHAPITRE III. — Du recrutement

Section I^{re}. — Généralités

Art. 14. Les fonctions de recrutement peuvent être exercées par des puériculteurs engagés à titre contractuel ou nommés ou engagés à titre définitif ou à titre provisoire.

Section II. — Dans l'Enseignement organisé par la Communauté française

Sous-section I^{re}. — De la Nomination

Art. 15. Nul ne peut être nommé à titre définitif s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1^o Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2^o Etre d'une conduite irréprochable;

3^o Jouir des droits civils et politiques;

4^o Avoir satisfait aux lois sur la milice;

5^o Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6^o Etre porteur d'un titre visé à l'article 10 du présent décret;

7^o Etre le mieux classé conformément à l'article 17 du présent décret.

8^o Ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable visé par l'article 32 du décret du 12 mai 2004 précité portant sur une période d'au moins 6 mois, au cours des deux années précédant la nomination.

Art. 16. Il est procédé aux nominations à titre définitif des puériculteurs ACS/APE après que les opérations de réaffectation et, s'il échet, de changement d'affectation aient été réalisées.

Art. 17. § 1^{er}. Lorsqu'un ou plusieurs emploi(s) est/sont créé(s) au sein d'une zone en vertu des dispositions prévues par le Titre II, la nomination est proposée par priorité au(x) puériculteur(s) de la zone qui est/sont le mieux classé(s) dans le classement prévu à l'article 28, § 1^{er} du décret du 12 mai 2004.

La proposition de nomination à titre définitif dont le modèle est établi par le Gouvernement, est notifiée au(x) puériculteur(s) qui arrive(nt) en ordre utile conformément à l'alinéa 1^{er}, par lettre recommandée avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition.

Cette proposition reprend la liste des établissements de la zone où la nomination à titre définitif peut être accordée.

Le puériculteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Gouvernement de son acceptation ou de son refus d'une nomination à titre définitif.

En cas d'acceptation, il précise l'ordre des établissements dans lesquels il souhaite être nommé.

Lorsqu'un emploi vacant est sollicité par plusieurs candidats, il est attribué au candidat le mieux classé dans le respect de l'article 28, § 1^{er} du décret du 12 mai 2004.

§ 2. Lorsque un puériculteur notifie son refus d'être nommé à titre définitif ou ne réagit pas dans le délai imparti, le Gouvernement, propose, selon les mêmes modalités que celles visées au § 1 la nomination à titre définitif au puériculteur de la même zone qui est le suivant dans le classement et remplissant les conditions fixées à l'article 15.

§ 3. Les puériculteurs sont nommés par le Gouvernement et affectés auprès de l'un des établissements visés au § 1^{er} de l'alinéa 3, le 1^{er} septembre, et ce, avant toute désignation en qualité de puériculteur ACS/ APE.

Art. 18. § 1^{er}. Lorsqu'un emploi devient vacant en raison de la cessation définitive de fonction d'un puériculteur nommé à titre définitif, le chef d'établissement le notifie immédiatement au Gouvernement.

La proposition de nomination à titre définitif dont le modèle est établi par le Gouvernement, est notifiée au puériculteur engagé en qualité de puériculteur ACS/APE, dans un établissement de la zone qui est le mieux classé conformément à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le puériculteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Gouvernement de son acceptation ou de son refus d'une nomination à titre définitif.

§ 2. Lorsqu'un puériculteur notifie son refus d'être nommé à titre définitif ou ne réagit pas dans le délai imparti, le Gouvernement propose la nomination à titre définitif au puériculteur ACS/APE qui est le suivant dans le classement et remplissant les conditions requises selon les mêmes modalités que celles visées au § 1^{er}.

§ 3. Le puériculteur est nommé par le Gouvernement le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il a notifié son acceptation conformément au § 1^{er}.

Il est affecté auprès de l'établissement où il exerçait ses fonctions en qualité de puériculteur ACS /APE dans le respect du décret du 12 mai 2004 à la veille de la nomination.

Le puériculteur nommé à titre définitif qui a cessé d'exercer définitivement ses fonctions est remplacé par un puériculteur ACS/APE jusqu'au terme de l'année scolaire en cours.

Art. 19. Le puériculteur en congé de maternité, qui fait l'objet d'un écartement en vertu de l'article 42, § 1^{er}, 3^o de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, malade ou en incapacité de travail causée par un accident du travail, un accident survenu sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle qui répond aux conditions visées à l'article 15, peut être nommé à titre définitif.

Art. 20. L'arrêté de nomination est publié par extrait au Moniteur Belge.

Art. 21. Les puériculteurs nommés à titre définitif prêtent serment lors de leur entrée en fonction dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Sous-section II. — Du changement d'affectation

Art. 22. § 1^{er}. Tout puériculteur nommé à titre définitif peut, à sa demande, obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone qui bénéficie d'un poste de puériculteur dans le respect de la procédure visée à l'article 7, lorsqu'un poste est créé en vertu du titre I^{er}.

§ 2. Le puériculteur qui souhaite obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la même zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Cette demande précise les établissements dans lesquels il souhaite obtenir un changement d'affectation.

Il en adresse copie au Président de la Commission zonale d'affectation dans le même délai.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la Commission précitée.

Les avis des Commissions concernant les changements d'affectation sont transmis au Gouvernement, par les Commissions, en même temps que les propositions visées à l'article 26 du décret du 12 mai 2004.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} septembre suivant.

§ 3. Le puériculteur qui souhaite obtenir un changement d'affectation dans une autre zone, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Cette demande précise les établissements dans lesquels il souhaite obtenir un changement d'affectation.

Il en adresse copie au Président de la Commission interzonale d'affectation dans le même délai.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la Commission précitée.

La Commission précitée se réunit, le cas échéant, sur l'initiative de son Président, dès la procédure visée à l'article 26 du décret du 12 mai 2004 terminée.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1^{er} septembre suivant.

Sous-section III. — De la Réaffectation

Art. 23. Chaque année scolaire, lorsque l'établissement dans lequel le puériculteur est affecté n'obtient plus de poste, dans le respect de la procédure visée à l'article 7 du présent décret, ce dernier doit être réaffecté par le Gouvernement dans l'établissement scolaire qui a obtenu un poste dans le respect de la procédure visée à l'article 7 du décret du 12 mai 2004 le plus proche de l'établissement dans lequel il était affecté l'année scolaire précédente ou le plus proche de son domicile et qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif.

Le Gouvernement en informe le puériculteur et l'invite à lui faire part de sa préférence dans un délai de 10 jours. A défaut d'une réaction, dans le délai précité, le puériculteur est réputé ne pas avoir de préférence.

Sous-section IV. — Du remplacement

Art. 24. Toute absence du puériculteur nommé à titre définitif ou de son remplaçant d'une durée de 10 jours ouvrables au moins peut donner lieu à remplacement.

Ce remplacement se fait par un puériculteur désigné dans le respect des règles fixées à l'article 28, § 1^{er} du décret du 12 mai 2004 si le puériculteur nommé à titre définitif ou son remplaçant doit être remplacé pour une période ininterrompue d'au moins 15 semaines.

Cet engagement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

*Section III. — Dans l'Enseignement officiel subventionné**Sous-section I^{re}. — De la nomination définitive ou provisoire*

Art. 25. Nul ne peut être nommé à titre définitif ou à titre provisoire, par un Pouvoir organisateur, s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Etre d'une conduite irréprochable;

3° Jouir des droits civils et politiques;

4° Avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° Etre porteur d'un titre visé à l'article 10 du présent décret;

7° Etre le mieux classé conformément à l'article 27 du présent décret;

8° Ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable visé par l'article 32 du décret du 12 mai 2004 précité portant sur une période d'au moins 6 mois, au cours des deux années précédant la nomination à titre provisoire ou à titre définitif.

Art. 26. Il est procédé aux nominations à titre provisoire ou à titre définitif des puériculteurs ACS/APE après que les opérations de réaffectation, et, s'il échet, de changement d'affectation et de mutation aient été réalisées.

Art. 27. § 1^{er}. Lorsqu'un ou plusieurs emploi(s) est/ont créé(s), au sein d'une zone, en vertu des dispositions prévues par le Titre II, la nomination est proposée, par priorité au(x) membre(s) du personnel de la zone qui est/ont le mieux classé(s) dans le classement prévu à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5 du décret du 12 mai 2004, selon un modèle établi par le Gouvernement.

§ 2. Lorsque le(s) membre(s) du personnel qui est/ont le mieux classé(s) dans le classement prévu à l'article 28, § 2 alinéas 3 à 5 du décret du 12 mai 2004 a(ont) acquis une ancienneté d'au moins 300 jours auprès du Pouvoir organisateur de la zone auprès duquel il(s) exerçai(en)t ses (leurs) fonctions l'année scolaire précédente, qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif ou à titre provisoire, le Président en informe ledit Pouvoir organisateur.

La proposition de nomination est notifiée par le Pouvoir organisateur au(x) puériculteur(s), par lettre recommandée, avec accusé de réception, portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition.

Le puériculteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Pouvoir organisateur de son acceptation ou de son refus d'une nomination à titre définitif. Lorsque le puériculteur accepte la nomination à titre définitif, le Pouvoir organisateur en informe le Président.

Lorsqu'un puériculteur notifie son refus d'être nommé à titre définitif ou ne réagit pas dans le délai imparti, le Pouvoir organisateur en informe le Président.

En cas de refus de nomination, le Président informe le Pouvoir organisateur du puériculteur qui est le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5 du décret du 12 mai 2004 de la priorité de ce dernier à la nomination et qui répond aux conditions prévues à l'article 25. Dans ce cas, la procédure des alinéas 2 à 5 s'applique.

§ 3. Lorsque le puériculteur qui est le mieux classé dans le classement prévu à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5 du décret du 12 mai 2004 ne peut se voir proposer une nomination auprès du pouvoir organisateur au sein duquel il a acquis l'ancienneté requise conformément au § 2, le Président informe ledit puériculteur qu'il peut être nommé à titre provisoire auprès :

— De ce Pouvoir organisateur s'il a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif ou à titre provisoire;

— A défaut, auprès d'un autre Pouvoir organisateur de la zone qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif ou à titre provisoire.

Le Président communique les coordonnées de ce Pouvoir organisateur au puériculteur et en informe également le Pouvoir organisateur.

Le puériculteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Président de son acceptation ou de son refus d'une nomination à titre provisoire. Si le puériculteur ne réagit pas dans le délai imparti, il est réputé refuser la nomination. Le Président informe le Pouvoir organisateur concerné de la décision du puériculteur.

En cas de refus, le Président informe le puériculteur qui est le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 2, alinéas 2 à 5 du décret du 12 mai 2004 et qui répond aux conditions prévues à l'article 25 qu'il peut être nommé à titre provisoire auprès d'un Pouvoir organisateur, qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif ou à titre provisoire. La procédure prévue aux alinéas 2 et 3 s'applique.

§ 4. Pour ce qui concerne le présent article, le puériculteur est nommé au 1^{er} septembre et affecté auprès de l'un des établissements scolaires de son Pouvoir organisateur qui a obtenu un poste, et ce avant toute désignation comme puériculteur ACS/APE.

§ 5. La nomination provisoire visée au § 3 devient définitive lorsque le puériculteur en a fait la demande et a acquis une ancienneté de 300 jours auprès du pouvoir organisateur au sein duquel il est nommé provisoirement.

Pour le calcul des 300 jours, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Aussi longtemps que le puériculteur n'a pas acquis 300 jours d'ancienneté au service du pouvoir organisateur il reste nommé provisoirement dans ce dernier, sauf :

- Demande contraire de commun accord;
- En cas de faute grave;
- Décision de la Commission zonale compétente saisie par le Pouvoir organisateur ou par le puériculteur, qui motivent respectivement leur demande;
- Perte du poste de puériculteur par le Pouvoir organisateur.

Lorsqu'il est mis fin à la nomination provisoire dans les conditions de l'aliéna précédent, le puériculteur est nommé provisoirement le 1^{er} septembre qui suit auprès d'un autre Pouvoir organisateur, qui a obtenu un poste dans le respect de la procédure visée à l'article 7 qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif ou à titre provisoire.

Le Président communique les coordonnées de ce Pouvoir organisateur au puériculteur et en informe également ledit Pouvoir organisateur.

La nouvelle nomination à titre provisoire ne donne pas lieu à une interruption.

§ 6. Sans préjudice du § 5, alinéa 3, si pour ce qui concerne l'année scolaire qui suit la nomination à titre provisoire du puériculteur auprès d'un Pouvoir organisateur :

- Soit le puériculteur n'a pas acquis les 300 jours visés à l'alinéa premier du paragraphe 5;
- Soit le puériculteur n'a pas fait la demande d'être nommé à titre définitif dans le pouvoir organisateur au sein duquel il est nommé provisoirement;
- Soit le pouvoir organisateur au sein duquel il est nommé provisoirement n'obtient plus de poste de puériculteur dans le respect de la procédure visée à l'article 7,

Et que le pouvoir organisateur au sein duquel le puériculteur a acquis la plus grande ancienneté avant sa nomination obtient un poste de puériculteur dans le respect de la procédure visée à l'article 7, il peut demander à être nommé à titre définitif dans ce dernier au 1^{er} septembre de l'année considérée.

Art. 28. § 1^{er}. Lorsqu'un emploi devient vacant en raison de la cessation définitive de fonction d'un puériculteur nommé à titre définitif, le Pouvoir organisateur le notifie immédiatement au Président de la Commission zonale de gestion des emplois dont relève son établissement.

La nomination est proposée, par priorité au puériculteur engagé en qualité de puériculteur ACS/APE qui est le mieux classé dans le classement prévu à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5 du décret du 12 mai 2004 et qui répond aux conditions prévues à l'article 25, selon un modèle établi par la Gouvernement.

Le Président en informe le Pouvoir organisateur du puériculteur visé à l'alinéa précédent.

La proposition de nomination est notifiée par le Pouvoir organisateur au puériculteur, par lettre recommandée, avec accusé de réception, portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition.

Le puériculteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Pouvoir organisateur de son acceptation ou de son refus d'une nomination à titre définitif.

Lorsque le puériculteur accepte la nomination à titre définitif, le Pouvoir organisateur en informe le Président.

Lorsqu'un puériculteur notifie son refus d'être nommé à titre définitif ou ne réagit pas dans le délai imparti, le Pouvoir organisateur en informe le Président.

En cas de refus de nomination, le Président informe le Pouvoir organisateur du puériculteur qui est immédiatement le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5 du décret du 12 mai 2004 et qui répond aux conditions prévues à l'article 25 de la priorité de ce dernier à la nomination. La procédure prévue au présent paragraphe s'applique.

§ 2. Pour ce qui concerne le présent article, le puériculteur est nommé le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il a notifié son acceptation conformément au § 1^{er} et affecté auprès du Pouvoir organisateur au sein de l'établissement auprès duquel il exerçait ses fonctions en qualité de puériculteur ACS / APE dans le respect du décret du 12 mai 2004 à la veille de la nomination.

S'il s'agit d'un autre pouvoir organisateur que celui auprès duquel le puériculteur nommé à titre définitif a cessé d'exercer définitivement ses fonctions, ce dernier est remplacé par un puériculteur ACS/APE jusqu'au terme de l'année scolaire en cours.

Art. 29. Le puériculteur en congé de maternité, qui fait l'objet d'un écartement en vertu de l'article 42, § 1^{er}, 3^o de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, malade ou en incapacité de travail causée par un accident du travail, un accident survenu sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle qui répond aux conditions visées à l'article 25 peut être nommé à titre définitif ou à titre provisoire.

Art. 30. Les puériculteurs nommés à titre définitif prêtent serment suivant les règles fixées par le Gouvernement en exécution de l'article 28, 5^o, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Sous-section II. — Du changement d'affectation et de la mutation

Art. 31. § 1^{er}. Le Pouvoir organisateur peut, à la demande du puériculteur nommé à titre définitif accorder un changement d'affectation auprès d'un de ses établissements ayant obtenu un poste pour autant qu'il ne soit pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif.

Les modalités de changements d'affectation sont, pour le surplus, fixées par les commissions paritaires locales.

Le passage d'un établissement à un autre doit se faire sans interruption.

Le changement d'affectation produit ses effets au 1^{er} septembre de l'année pour laquelle l'attribution des postes visée à l'article 7 trouve à s'appliquer, sauf si le changement d'affectation a lieu en raison de la cessation définitive de fonction d'un puériculteur nommé à titre définitif.

§ 2. Lorsqu'un puériculteur nommé à titre définitif souhaite obtenir une mutation auprès d'un autre Pouvoir organisateur de la zone ou d'une autre zone, il doit en faire la demande par pli recommandé, auprès de ce dernier, qui doit marquer son accord. Il en informe le(s) Président(s) de zone concerné(s).

La mutation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut intervenir dans un Pouvoir organisateur d'une autre zone que si un emploi est créé au sein de la zone concernée en vertu des dispositions prévues par le Titre II du présent décret, et pour autant que le Pouvoir organisateur bénéficie d'un poste de puériculteur pour l'année scolaire suivante.

Cette mutation produit ses effets le 1^{er} septembre suivant. Le Pouvoir organisateur qui a accepté la mutation doit nommer à titre définitif le puériculteur à cette date. Le puériculteur doit démissionner à cette date dans le Pouvoir organisateur qu'il quitte.

Cette mutation ne donne pas lieu à interruption.

Les modalités de mutation sont, pour le surplus, fixées par la commission paritaire locale constituée au sein du Pouvoir organisateur qui accueille l'agent.

Sous-section III. — De la Réaffectation

Art. 32. Une fois les postes attribués conformément à la procédure visée à l'article 7, et, lorsque l'établissement scolaire auprès duquel le puériculteur est nommé à titre définitif n'obtient plus de poste, le Pouvoir organisateur réaffecte le puériculteur auprès de l'un de ses établissements scolaires de la zone qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif ou provisoire.

Cette réaffectation produit ses effets au 1^{er} septembre de l'année pour laquelle l'attribution des postes visée à l'article 7 trouve à s'appliquer.

Art. 33. § 1^{er}. Lorsque le Pouvoir organisateur auprès duquel le puériculteur nommé à titre définitif n'obtient plus de poste, le puériculteur est réaffecté provisoirement par la Commission auprès d'un Pouvoir organisateur de la zone qui a obtenu un poste dans le respect de la procédure visée à l'article 7 qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif ou provisoire. Lorsque lors de la réunion de la Commission aucun consensus n'est dégagé ou si le quorum de présence requis n'est pas atteint, le Président de la Commission réaffecte le puériculteur.

Le Président de la Commission communique les coordonnées du Pouvoir organisateur au puériculteur et en informe également ledit Pouvoir organisateur.

Cette réaffectation ne donne pas lieu à une interruption.

Elle produit ses effets au 1^{er} septembre de l'année pour laquelle l'attribution des postes visée à l'article 7 trouve à s'appliquer.

§ 2. Cette réaffectation devient définitive lorsque le puériculteur en a fait la demande et a acquis une ancienneté de 300 jours auprès du Pouvoir organisateur au sein duquel il est réaffecté provisoirement.

Pour le calcul des 300 jours, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Aussi longtemps que le puériculteur n'a pas acquis 300 jours d'ancienneté au service du Pouvoir organisateur la réaffectation est reconduite, sauf :

- Demande contraire de commun accord;
- En cas de faute grave;
- Décision de la Commission zonale compétente saisie par le Pouvoir organisateur ou par le puériculteur, qui motivent respectivement leur demande;
- Perte du poste de puériculteur par le Pouvoir organisateur.

Lorsqu'il est mis fin à la réaffectation provisoire dans les conditions de l'aliéna précédent, le puériculteur est réaffecté provisoirement le 1^{er} septembre qui suit auprès d'un autre Pouvoir organisateur, conformément au § 1^{er}.

Toutefois, cette réaffectation est définitive lorsqu'elle intervient auprès d'un Pouvoir organisateur auprès duquel le puériculteur a précédemment acquis l'ancienneté de 300 jours visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Sans préjudice du § 2, alinéa 3, si pour ce concerne l'année scolaire qui suit la réaffectation provisoire du puériculteur auprès d'un Pouvoir organisateur :

- Soit le puériculteur n'a pas acquis les 300 jours visés à l'alinéa premier;
- Soit le puériculteur n'a pas fait la demande d'être réaffecté définitivement dans le Pouvoir organisateur au sein duquel il est réaffecté provisoirement;
- Soit le Pouvoir organisateur au sein duquel il est réaffecté provisoirement n'obtient plus de poste de puériculteur.

Et que le Pouvoir organisateur au sein duquel le puériculteur était nommé à titre définitif avant sa réaffectation provisoire, obtient un poste de puériculteur dans le respect de la procédure visée à l'article 7, il peut demander à être réaffecté à titre définitif dans ce dernier au 1^{er} septembre de l'année considérée.

Sous-section IV. — Du remplacement

Art. 34. Toute absence du puériculteur nommé à titre définitif ou à titre provisoire, ou de son remplaçant d'une durée de 10 jours ouvrables au moins donne lieu à un remplacement par un puériculteur. Ce remplacement se fait par un puériculteur désigné dans le respect des règles fixées à l'article 28, § 2, alinéa 3 du décret du 12 mai 2004 si le puériculteur nommé à titre définitif ou son remplaçant doit être remplacé pour une période ininterrompue d'au moins 15 semaines.

Ce remplacement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 précitée.

Section IV. — Dans l'Enseignement libre subventionné

Sous-section I^{re}. — De l'engagement à titre définitif et à titre provisoire

Art. 35. Nul ne peut être engagé statutairement à titre définitif ou à titre provisoire, par un Pouvoir organisateur, s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

- 1° Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° Etre d'une conduite irréprochable;
- 3° Jouir des droits civils et politiques;

4° Avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° Etre porteur d'un titre visé à l'article 10 du présent décret;

7° Etre le mieux classé conformément à l'article 37 du présent décret;

8° Ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable visé par l'article 32 du décret du 12 mai 2004 précité portant sur une période d'au moins 6 mois, au cours des deux années précédant l'engagement statutaire à titre provisoire ou à titre définitif.

Art. 36. Il est procédé aux engagements statutaires à titre provisoire ou à titre définitif des puériculteurs ACS/APE après que les opérations de réaffectation, et, s'il échet, de changement d'affectation et de mutation aient été réalisées.

Art. 37. § 1^{er}. Lorsqu'un ou plusieurs emploi(s) est/sont créé(s), au sein d'une zone, en vertu des dispositions prévues par le Titre II, l'engagement statutaire est proposé, par priorité au(x) membre(s) du personnel de la zone qui est/sont le mieux classé(s) dans le classement prévu à l'article 28, § 3, b du décret du 12 mai 2004, selon un modèle établi par le Gouvernement.

§ 2. Lorsque le(s) membre(s) du personnel qui est/sont le mieux classé(s) dans le classement prévu à l'article 28, § 3, b du décret du 12 mai 2004 a (ont) acquis une ancienneté d'au moins 360 jours auprès du Pouvoir organisateur de la zone auprès duquel il exerçait ses fonctions l'année scolaire précédente, qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif ou à titre provisoire, le Président en informe ledit Pouvoir organisateur.

La proposition d'engagement à titre définitif est notifiée par le Pouvoir organisateur au puériculteur, par lettre recommandée, avec accusé de réception, portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition.

Le puériculteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Pouvoir organisateur de son acceptation ou de son refus d'engagement à titre définitif.

Lorsque le puériculteur accepte l'engagement à titre définitif, le Pouvoir organisateur en informe le Président.

Lorsqu'un puériculteur notifie son refus d'être engagé à titre définitif ou ne réagit pas dans le délai imparti, le Pouvoir organisateur en informe le Président.

En cas de refus d'engagement à titre définitif le Président informe le Pouvoir organisateur du puériculteur qui est le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 3, b) du décret du 12 mai 2004 de la priorité de ce dernier à l'engagement à titre définitif et qui répond aux conditions prévues à l'article 35. Dans ce cas, la procédure prévue au présent paragraphe s'applique.

§ 3. Lorsque le puériculteur qui est le mieux classé dans le classement prévu à l'article 28, § 3, b) du décret du 12 mai 2004 et qui répond aux conditions prévues à l'article 35 ne peut se voir proposer un engagement à titre définitif auprès du Pouvoir organisateur au sein duquel il a acquis l'ancienneté requise conformément au § 2, le Président informe ledit puériculteur qu'il peut être engagé statutairement à titre provisoire auprès :

— De ce Pouvoir organisateur s'il a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif ou à titre provisoire;

— A défaut, auprès d'un autre Pouvoir organisateur de la zone qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif ou à titre provisoire.

Le Président communique les coordonnées de ce Pouvoir organisateur au puériculteur et en informe également le Pouvoir organisateur.

Le puériculteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Président de son acceptation ou de son refus d'engagement statutaire à titre provisoire. Si le puériculteur ne réagit pas dans le délai imparti, il est réputé refuser l'engagement statutaire à titre provisoire. Le Président informe le Pouvoir organisateur concerné de la décision du puériculteur.

En cas de refus, le Président informe le puériculteur qui est le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 3, b) du décret du 12 mai 2004 et qui répond aux conditions prévues à l'article 35 qu'il peut bénéficier d'un engagement statutaire à titre provisoire auprès d'un Pouvoir organisateur, qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif ou provisoire. La procédure des alinéas 2 à 3 s'applique.

§ 4. Pour ce qui concerne le présent article, le puériculteur est engagé au 1^{er} septembre et affecté auprès de l'un des établissements scolaires de son Pouvoir organisateur qui a obtenu un poste, et ce avant toute désignation comme puériculteur ACS/APE.

§ 5. L'engagement statutaire visé au § 3 devient un engagement à titre définitif lorsque le puériculteur en a fait la demande et a acquis une ancienneté de 360 jours auprès du Pouvoir organisateur au sein duquel il est engagé provisoirement.

Pour le calcul des 360 jours, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Aussi longtemps que le puériculteur n'a pas acquis 360 jours d'ancienneté au service du Pouvoir organisateur son engagement statutaire reste provisoire dans ce dernier, sauf :

— Demande contraire de commun accord;

— En cas de faute grave;

— Décision de la Commission zonale compétente saisie par le Pouvoir organisateur ou par le puériculteur, qui motivent respectivement leur demande;

— Perte du poste de puériculteur par le Pouvoir organisateur.

Lorsqu'il est mis fin à l'engagement statutaire à titre provisoire dans les conditions de l'alinéa précédent, le puériculteur bénéficie d'un engagement statutaire à titre provisoire le 1^{er} septembre qui suit auprès d'un autre Pouvoir organisateur, qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif.

Le Président communique les coordonnées de ce Pouvoir organisateur au puériculteur et en informe également ledit Pouvoir organisateur.

Le nouvel engagement statutaire à titre provisoire ne donne pas lieu à une interruption.

§ 6. Sans préjudice du § 5, alinéa 3, si pour ce qui concerne l'année scolaire qui suit l'engagement statutaire à titre provisoire du puériculteur auprès d'un Pouvoir organisateur :

— Soit le puériculteur n'a pas acquis les 360 jours visés à l'alinéa premier du paragraphe 5;

— Soit le puériculteur n'a pas fait la demande d'être engagé à titre définitif dans le Pouvoir organisateur au sein duquel il est engagé statutairement à titre provisoire;

— Soit le Pouvoir organisateur au sein duquel il est engagé statutairement à titre provisoire n'obtient plus de poste de puériculteur dans le respect de la procédure visée à l'article 7,

Et que le Pouvoir organisateur au sein duquel le puériculteur a acquis la plus grande ancienneté avant son engagement statutaire obtient un poste de puériculteur dans le respect de la procédure visée à l'article 7, il peut demander à être nommé à titre définitif dans ce dernier au 1^{er} septembre de l'année considérée.

Art. 38. § 1. Lorsqu'un emploi devient vacant en raison de la cessation définitive de fonction d'un puériculteur engagé à titre définitif, le Pouvoir organisateur le notifie immédiatement au Président de la Commission centrale de gestion des emplois dont relève son établissement.

L'engagement à titre définitif est proposé, par priorité au puériculteur qui est le mieux classé dans le classement prévu à l'article 28, § 3, b) du décret du 12 mai 2004 et qui répond aux conditions prévues à l'article 35, selon un modèle établi par la Gouvernement.

Le Président en informe le Pouvoir organisateur du puériculteur visé à l'alinéa précédent.

La proposition d'engagement à titre définitif est notifiée par le Pouvoir organisateur au puériculteur, par lettre recommandée, avec accusé de réception, portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition.

Le puériculteur dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour faire part au Pouvoir organisateur de son acceptation ou de son refus d'un engagement à titre définitif.

Lorsque le Puériculteur accepte l'engagement à titre définitif, le Pouvoir organisateur en informe le Président.

Lorsqu'un puériculteur notifie son refus d'être engagé à titre définitif ou ne réagit pas dans le délai imparti, le Pouvoir organisateur en informe le Président.

En cas de refus d'engagement à titre définitif, le Président informe le Pouvoir organisateur du puériculteur qui est immédiatement le suivant dans le classement prévu à l'article 28, § 3, b) du décret du 12 mai 2004 et qui répond aux conditions prévues à l'article 35 de la priorité de ce dernier à l'engagement à titre définitif. La procédure prévue aux alinéas 3 à 6 s'applique.

§ 2. Le puériculteur est engagé à titre définitif le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il a notifié son acceptation conformément aux dispositions du § 1^{er} et affecté auprès du Pouvoir organisateur au sein de l'établissement auprès duquel il exerçait ses fonctions en qualité de puériculteur ACS/APE dans le respect du décret du 12 mai 2004 à la veille de l'engagement à titre définitif.

Si il s'agit d'un autre pouvoir organisateur que celui auprès duquel le puériculteur engagé à titre définitif a cessé d'exercer définitivement ses fonctions, ce dernier est remplacé par un puériculteur ACS/APE jusqu'au terme de l'année scolaire en cours.

Art. 39. Le puériculteur en congé de maternité, qui fait l'objet d'un écartement en vertu de l'article 42, § 1^{er}, 3^o de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, malade ou en incapacité de travail causée par un accident du travail, un accident survenu sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle qui répond aux conditions visées à l'article 35 peut être engagé à titre définitif ou provisoire.

Art. 40. Les puériculteurs engagés à titre définitif prêtent serment suivant les règles fixées par le Gouvernement en exécution de l'article 28, 5^o, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Sous-section II. — Du changement d'affectation et de la mutation

Art. 41. § 1^{er}. Le Pouvoir organisateur peut, à la demande du puériculteur engagé à titre définitif accorder un changement d'affectation auprès d'un de ses établissements ayant obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif.

Le passage d'un établissement à un autre doit se faire sans interruption.

Le changement d'affectation produit ses effets au 1^{er} septembre de l'année pour laquelle l'attribution des postes visée à l'article 7 trouve à s'appliquer.

§ 2. Lorsqu'un puériculteur engagé à titre définitif souhaite obtenir une mutation auprès d'un autre Pouvoir organisateur de la zone ou d'une autre zone, il doit en faire la demande par pli recommandé, auprès de ce dernier, qui doit marquer son accord. Il en informe le(s) Président(s) de zone concerné(s).

La mutation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut intervenir dans un Pouvoir organisateur d'une autre zone que si un emploi est créé au sein de la zone concernée en vertu des dispositions prévues par le Titre II du présent décret, et pour autant que le Pouvoir organisateur bénéficie d'un poste de puériculteur pour l'année scolaire suivante.

Cette mutation produit ses effets le 1^{er} septembre suivant. Le Pouvoir organisateur qui a accepté la mutation doit engager à titre définitif le puériculteur à cette date. Le puériculteur doit démissionner à cette date dans le Pouvoir organisateur qu'il quitte.

Cette mutation ne donne pas lieu à interruption.

Sous-section III. — De la Réaffectation

Art. 42. Une fois les postes attribués conformément à la procédure visée à l'article 7, et, lorsque l'établissement scolaire auprès duquel le puériculteur est engagé à titre définitif n'obtient plus de poste, le Pouvoir organisateur réaffecte le puériculteur auprès de l'un de ses établissements scolaires de la zone qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif ou provisoire.

Cette réaffectation produit ses effets au 1^{er} septembre de l'année pour laquelle l'attribution des postes visée à l'article 7 trouve à s'appliquer.

Art. 43. § 1^{er}. Lorsque le Pouvoir organisateur auprès duquel le puériculteur engagé à titre définitif n'obtient plus de poste, le puériculteur est réaffecté à titre provisoire par la Commission auprès d'un Pouvoir organisateur de la zone qui a obtenu un poste qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif ou provisoire. Lorsque lors de la réunion de la Commission aucun consensus n'est dégagé ou si le quorum de présence requis n'est pas atteint, le Président de la Commission réaffecte le puériculteur.

Le Président de la Commission communique les coordonnées du Pouvoir organisateur au puériculteur et en informe également ledit Pouvoir organisateur.

Cette réaffectation ne donne pas lieu à une interruption.

Elle produit ses effets au 1^{er} septembre de l'année pour laquelle l'attribution des postes visée à l'article 7 trouve à s'appliquer.

§ 2. Cette réaffectation devient définitive lorsque le puériculteur en a fait la demande et a acquis une ancienneté de 360 jours auprès du Pouvoir organisateur au sein duquel il est réaffecté provisoirement.

Pour le calcul des 360 jours, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, *5bis* et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre *IIbis* et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Aussi longtemps que le puériculteur n'a pas acquis 360 jours d'ancienneté au service du Pouvoir organisateur la réaffectation est reconduite, sauf :

- Demande contraire de commun accord;
- En cas de faute grave;
- Décision de la Commission zonale compétente saisie par le Pouvoir organisateur ou par le puériculteur, qui motivent respectivement leur demande;
- Perte du poste de puériculteur par le Pouvoir organisateur.

Lorsqu'il est mis fin à la réaffectation à titre provisoire dans les conditions de l'alinéa précédent le puériculteur est réaffecté à titre provisoire le 1^{er} septembre qui suit auprès d'un autre Pouvoir organisateur, conformément au § 1^{er}.

Toutefois, cette réaffectation est définitive lorsqu'elle intervient auprès d'un pouvoir organisateur auprès duquel le puériculteur a précédemment acquis l'ancienneté de 360 jours visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Sans préjudice du § 2, alinéa 3, si pour ce concerne l'année scolaire qui suit la réaffectation provisoire du puériculteur auprès d'un pouvoir organisateur :

- Soit le puériculteur n'a pas acquis les 360 jours visés à l'alinéa premier;
- Soit le puériculteur n'a pas fait la demande d'être réaffecté définitivement dans le Pouvoir organisateur au sein duquel il est réaffecté provisoirement;
- Soit le Pouvoir organisateur au sein duquel il est réaffecté provisoirement n'obtient plus de poste,

Et que le Pouvoir organisateur au sein duquel le puériculteur était engagé à titre définitif avant sa réaffectation provisoire, obtient un poste de puériculteur dans le respect de la procédure visée à l'article 7, il peut demander à être réaffecté à titre définitif dans ce dernier au 1^{er} septembre de l'année considérée.

Sous-section IV. — Du remplacement

Art. 44. Toute absence du puériculteur engagé à titre définitif ou à titre provisoire ou de son remplaçant d'une durée de 10 jours ouvrables au moins donne lieu à un remplacement par un puériculteur. Ce remplacement se fait par un puériculteur désigné dans le respect des règles fixées à l'article 28, § 3, *b)* du décret du 12 mai 2004. si le puériculteur nommé à titre définitif ou son remplaçant doit être remplacé pour une période ininterrompue d'au moins 15 semaines.

Ce remplacement est régi par les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 précitée.

CHAPITRE IV. — De l'horaire des puériculteurs

Art. 45. Les puériculteurs assurent 36 périodes de 50 minutes par semaine soit 1800 minutes.

Ces périodes comprennent :

- 1.400 minutes maximum en complémentarité aux instituteurs(trices) maternel(le)s durant les 28 périodes de cours;
- 300 minutes avec les élèves, en dehors des périodes de cours, pour l'accueil, l'animation et la surveillance des enfants ainsi que l'aide aux repas;
- 100 minutes, en dehors de la présence des élèves, pour la concertation avec les instituteurs, les parents et le centre psycho-médicosocial.

CHAPITRE V. — Du signalement

Art. 46. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 66 à 75 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

CHAPITRE VI. — Des membres du personnel victimes d'actes de violence

Section I^{re}. — Disposition générale

Art. 47. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par acte de violence : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un puériculteur ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du puériculteur ou en relation directe avec celui-ci, soit par toute autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

§ 2. On entend par « puériculteur victime d'un acte de violence », le puériculteur engagé à titre définitif ou à titre provisoire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au paragraphe 1^{er} par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

Les présentes dispositions ne s'appliquent que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié.

Section II. — Communauté française

Art. 48. § 1^{er}. Dans le cas où il n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, le puériculteur introduit sa demande à bénéficier du dispositif défini à l'article 49 par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, qui vérifie que les conditions du présent chapitre sont remplies.

Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception une copie de cette demande à son chef d'établissement.

Dans le cas où le puériculteur a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions.

Une copie de la plainte visée à l'article 47 y est annexée, ainsi qu'une copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

§ 2. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 1^{er}, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire rend un avis au Gouvernement. Une copie de cet avis est communiquée au chef d'établissement ainsi qu'au membre du personnel concerné.

La décision d'octroi du dispositif visée au présent chapitre est prise par le Gouvernement dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au chef d'établissement et au puériculteur concerné.

Art. 49. Le puériculteur peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone pour autant qu'il respecte les conditions visées à l'article 48.

Cet établissement doit nécessairement bénéficier pour l'année scolaire en cours d'un poste de puériculteur octroyé dans le respect de l'article 7.

La demande visée à l'article 48 indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le puériculteur demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance ainsi que le(s) établissement(s) dans lesquels il souhaite être affecté.

La demande peut être introduite à tout moment de l'année; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au Président de la Commission zonale d'affectation concernée et, le cas échéant, au Président de la Commission interzonale d'affectation.

La Commission zonale d'affectation concernée et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle juge les plus adéquats.

Le Gouvernement accorde au puériculteur victime d'actes de violence un changement d'affectation de circonstance dans un emploi occupé par un puériculteur ACS/APE de la zone sollicitée.

Dans ce cas, le puériculteur ACS/APE occupé dans ledit poste est tenu de permuter s'il est désigné au sein de la même zone.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

Le Gouvernement transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le puériculteur nommé à titre définitif obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le Gouvernement transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au président de la Commission interzonale d'affectation.

Par dérogation à l'article 22, le puériculteur nommé à titre définitif victime d'un acte de violence peut, après le 31 janvier de l'année scolaire au cours de laquelle il a été victime, introduire une demande de changement d'affectation pour l'année scolaire suivante ou modifier le choix d'établissements déjà exprimé à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa fonction dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Néanmoins, cette demande n'est prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au président de la Commission d'affectation zonale ou interzonale concernée.

Section III. — Officiel subventionné

Art. 50. § 1^{er}. Le puériculteur qui n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, introduit sa demande de priorité par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. La Direction générale de l'Enseignement obligatoire vérifie que les conditions d'application du présent chapitre sont remplies, en s'entourant de tout complément d'information qu'elle juge utile.

Dans le cas où le puériculteur a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa précédent dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son Pouvoir organisateur. La Direction générale de l'Enseignement obligatoire, selon le cas, vérifie que les conditions d'application du présent décret sont remplies en s'entourant de tout complément d'information qu'elle juge utile.

Une copie de la plainte visée à l'article 47 est annexée à la demande, de même qu'une copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

§ 2. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 1^{er}, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire rend un avis au Gouvernement. Une copie de cet avis est communiquée au Pouvoir organisateur ainsi qu'au puériculteur concerné.

La décision d'octroi du dispositif visé par le présent chapitre est prise par le Gouvernement ou son délégué dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au Pouvoir organisateur et au puériculteur concerné.

Art. 51. § 1^{er}. Le puériculteur nommé à titre définitif peut solliciter dans les conditions visées au présent chapitre un changement d'affectation dans un autre établissement relevant du même pouvoir organisateur.

La demande visée à l'article 50, § 1 indique dans quel(s) établissement(s) le puériculteur demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance.

L'établissement sollicité doit nécessairement bénéficier d'un poste de puériculteur octroyé dans le respect de l'article 7 du présent décret.

La demande précitée peut être introduite à tout moment de l'année; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au Président de la Commission zonale de gestion des emplois concernée et, dans le cas visé au § 2, au Président de la Commission centrale d'affectation.

Le Pouvoir organisateur accorde au puériculteur victime d'acte de violence un changement d'affectation de circonstance dans un emploi occupé par un puériculteur ACS / APE dans un de ses établissements.

Dans ce cas, le puériculteur ACS/APE occupé dans ledit poste est tenu de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 2. A défaut d'avoir pu offrir au puériculteur définitif un changement d'affectation de circonstance conformément au § 1, la Commission zonale de gestion des emplois ou, le cas échéant, la Commission centrale de gestion des emplois accorde au puériculteur qui le sollicite ce changement d'affectation de circonstance dans un poste de puériculteur occupé par ACS/APE relevant d'un autre Pouvoir organisateur.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. L'année scolaire qui suit celle où le puériculteur a été victime d'un acte de violence, le Pouvoir organisateur lui accorde un changement d'affectation par priorité à tout autre changement d'affectation, à toute désignation et à toute nomination définitive d'un autre membre du personnel, dans tout emploi vacant de la même fonction à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail

Section IV. — Libre subventionné

Art. 52. § 1^{er}. Le puériculteur qui n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, introduit sa demande de priorité par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son Pouvoir organisateur. La Direction générale de l'Enseignement obligatoire vérifie que les conditions d'application du présent décret sont remplies, en s'entourant de tout complément d'information qu'elle juge utile.

Dans le cas où le puériculteur a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa précédent dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son Pouvoir organisateur. La Direction générale de l'Enseignement obligatoire vérifie que les conditions d'application du présent chapitre sont remplies en s'entourant de tout complément d'information qu'elle juge utile.

Une copie de la plainte visée à l'article 47 est annexée à la demande, de même qu'une copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

Le Pouvoir organisateur transmet copie de la demande au président concerné de la Commission zonale de gestion des emplois ou le cas échéant, de la Commission centrale de gestion des emplois.

§ 2. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 1^{er}, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire rend un avis au Gouvernement. Une copie de cet avis est communiquée au Pouvoir organisateur ainsi qu'au puériculteur concerné.

La décision d'octroi de la priorité visée au présent article est prise par le Gouvernement ou son délégué dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au Pouvoir organisateur et au puériculteur concerné.

§ 3. Le puériculteur engagé à titre définitif peut solliciter, dans les conditions visées au présent chapitre, un changement d'affectation dans un autre établissement relevant du même Pouvoir organisateur.

La demande visée à l'article 50, § 1^{er} indique dans quel(s) établissement(s) le puériculteur demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance.

L'établissement sollicité doit nécessairement bénéficier d'un poste de puériculteur octroyé dans le respect de l'article 7 du présent décret.

La demande précitée peut être introduite à tout moment de l'année; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au Président de la (des) Commission(s) zonale(s) de gestion des emplois concernée(s) et, dans le cas échéant, au Président de la Commission centrale de gestion des emplois.

Le Pouvoir organisateur accorde au puériculteur victime d'acte de violence un changement d'affectation de circonstance dans un emploi occupé par un puériculteur ACS / APE dans un de ses établissements.

Dans ce cas, le puériculteur ACS / APE occupé dans ledit poste est tenu de permuter.

Les alinéas précédents ne valent que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. A défaut d'avoir pu offrir au puériculteur définitif un changement d'affectation de circonstance conformément au § 3, la Commission zonale de gestion des emplois ou, le cas échéant, la Commission centrale de gestion des emplois accorde au puériculteur qui le sollicite ce changement d'affectation de circonstance dans un poste de puériculteur ACS/APE relevant d'un autre Pouvoir organisateur.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

CHAPITRE VII. — *Des positions administratives**Section I^{re}. — Disposition générale*

Art. 53. Est applicable aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, l'article 158 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Est applicable aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, l'article 53 du décret du 6 juin 1994 précité.

Est applicable aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, l'article 65 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Section II. — De l'activité de service

Art. 54. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 159 et 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 55. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, les articles 54 à 55 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 56. Sont applicables aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, les articles 66 à 67 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Section III. — De la non-activité

Art. 57. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 161 à 163 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 58. Est applicable aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, l'article 56 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 59. Est applicable aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, l'article 68 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Section IV. — De la disponibilité

Art. 60. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 164 à 166 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception du littéra a) de l'article 164.

Art. 61. Est applicable aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, l'article 57 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 62. Est applicable aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, l'article 69 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Section V. — De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement

Art. 63. Est applicable aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, l'article 167^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 64. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, les articles 81 à 83 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 65. Est applicable aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, l'article 70 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

CHAPITRE VIII. — *Du régime disciplinaire*

Art. 66. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 122 à 134 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 67. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, les articles 64 à 74 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 68. Sont applicables aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, les articles 73 à 79 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

CHAPITRE IX. — *Des Chambres de recours*

Art. 69. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 136 à 157 de l'Arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 70. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, les articles 75 à 80 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 71. Sont applicables aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, les articles 80 à 86 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

CHAPITRE X. — *De la suspension préventive : mesure administrative*

Art. 72. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 157^{bis} à 157^{quinquies} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 73. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, les articles 60 à 63 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 74. Sont applicables aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, les articles 87 à 90 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

CHAPITRE XI. — *Des Commissions paritaires*

Art. 75. Est applicable aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, le Chapitre XII du Décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 76. Est applicable aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, le titre II du décret du 1^{er} février 1993 précité.

CHAPITRE XII. — *Inopposabilité des clauses contraires aux statuts*

Art. 77. Est applicable aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, le Chapitre XIII du Décret du 6 juin 1994 précité. Est applicable aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, l'article 4 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

CHAPITRE XIII. — *Disponibilités pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 78. Les dispositions de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux sont rendues applicables aux puériculteurs nommés ou engagés à titre définitif ou provisoire.

CHAPITRE XIV. — *De l'ancienneté de service*

Art. 79. Pour l'application du présent décret, les services prestés en qualité de puériculteur ACS/APE et les services prestés comme puériculteurs en vertu du présent décret sont pris en considération dans le calcul de l'ancienneté de fonction et de l'ancienneté de service.

Pour le calcul des jours d'ancienneté de service, sont applicables :

— Les dispositions statutaires de chacun des réseaux relatives aux modalités de calcul de l'ancienneté de service des membres du personnel temporaire pour les jours prestés en tant que puériculteur ACS/APE;

— Et les dispositions statutaires de chacun des réseaux relatives aux modalités de calcul de l'ancienneté de service des membres du personnel définitif pour les jours prestés en tant que puériculteur nommé ou engagé à titre définitif ou à titre provisoire.

CHAPITRE XV. — *De la cessation définitive des fonctions et de la fin de contrat*

Art. 80. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif et aux puériculteurs contractuels exerçant leurs fonctions dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les articles 168 à 169 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité.

Art. 81. Sont applicables aux puériculteurs nommés à titre définitif ou provisoire et aux puériculteurs contractuels exerçant leurs fonctions dans l'enseignement officiel subventionné, les articles 58 à 59 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 82. Sont applicables aux puériculteurs engagés à titre définitif ou provisoire exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné, les articles 71, 71bis et à 72 à 72ter du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Sont applicables aux puériculteurs contractuels exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné visés à l'article 44, les articles 71, 71bis et 71ter à 71octies du décret du 1^{er} février 1993 précité

CHAPITRE XVI. — *De la Communication des listes*

Art. 83. A défaut de la communication, pour le 1^{er} mai au plus tard, par le Pouvoir organisateur de la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, et de la liste visée à l'article 28, § 3, a) du décret du 12 mai 2004, le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de tout poste de puériculteur obtenu en vertu de l'article 27 du décret précité ou de tout autre poste ACS, APE ou PTP obtenu dans le cadre de la procédure visée aux articles 28 à 34 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II, pour l'année scolaire considérée. A défaut d'avoir obtenu un tel poste pour l'année scolaire considérée, il en perd le bénéfice pour l'année scolaire suivante.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 84. Par dérogation à l'article 5, pour l'année scolaire 2006-2007, le nombre de postes de puériculteurs de l'enseignement préscolaire ordinaire, est fixé par le Gouvernement au plus tard pour le 31 août 2006.

Par dérogation à l'article 83 du présent décret et à l'article 28, § 7, alinéa 2 du décret du 12 mai 2004, la communication de la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, et de la liste visée à l'article 28, § 3, a) de ce dernier décret doit intervenir, sous peine des sanctions prévues dans ces derniers, pour le 15 juin 2006 en vue des opérations relatives à l'année scolaire 2006-2007.

Art. 85. Pour l'année scolaire 2006-2007, le nombre de postes de psychomotriciens ACS/APE est fixé par le Gouvernement au plus tard pour le 31 août 2006.

Art. 86. Les puériculteurs détenteurs d'un brevet d'aspirant(e) en nursing visé par l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études d'aspirant(e) en nursing ou du certificat d'études de sixième année secondaire de l'enseignement secondaire professionnel et du certificat de qualification de sixième année de l'enseignement secondaire, subdivision spécialité monitrice pour collectivité d'enfants visés par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, ont été désignés comme puériculteurs ACS/APE durant au moins 600 jours sont réputés remplir la condition visée à l'article 10 du présent décret.

Les 600 jours se calculent conformément aux dispositions statutaires applicables dans chacun des réseaux relatives aux modalités de calcul de l'ancienneté de service des membres du personnel temporaire.

Art. 87. Pour l'année scolaire 2006-2007, par dérogation à l'article 28, § 8, alinéa 1^{er} du décret du 12 mai 2004, les puériculteurs sont réputés avoir posé leur candidature en vue de faire valoir leur priorité en vertu des classements visés dans cette disposition.

TITRE V. — Dispositions modificatives

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'Arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 88. L'alinéa 2 du § 1^{er} de l'article 14^{ter} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est complété comme suit :

« 7° pour les missions visées par la sous section 1^{re} de la section II du chapitre V du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II, pour ce qui concerne l'enseignement spécialisé

8° pour les missions visées par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ».

Art. 89. Dans l'article 14^{quater} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993; modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994; par l'arrêté du Gouvernement du 9 janvier 1996; par l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998; par l'arrêté du Gouvernement du 29 avril 1999; par le décret du 29 mars 2001; par le décret du 20 décembre 2001; complété par le décret du 3 juillet 2003; par le décret du 17 décembre 2003; par les décrets du 12 mai 2004; et par le décret du 4 mai 2005, le § 1^{er quater} est remplacé comme suit :

« § 1^{er quater} - La Commission zonale est compétente pour les missions visées par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, ainsi que pour les missions visées par le décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de Secteur IX et du Comité des Services Publics provinciaux et locaux - Section II et par le décret 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française. »

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 90. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est complété par un point 3. libellé comme suit :

« 3. aux puériculteurs visés par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

Art. 91. L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux modifié par le décret du 12 mai 2004, est complété d'un point 13° libellé comme suit :

« 13° le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 janvier 1992 relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordés à certains membres du personnel des établissements d'enseignement de la Communauté*

Art. 92. L'article 2 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 janvier 1992 relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordés à certains membres du personnel des établissements d'enseignement de la Communauté est complété par un alinéa 2 libellé comme suit :

« Le présent arrêté s'applique également aux puériculteurs nommés ou engagés à titre définitif ou provisoire en vertu du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ».

CHAPITRE V. — *Modifications de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial*

Art. 93. Dans l'article 1^{er}, 4° de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, le second tiret est complété des termes suivants :

« à l'exception des puériculteurs de l'enseignement maternel ordinaire organisé ou subventionné par la Communauté française »

CHAPITRE VI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial*

Art. 94. Dans l'article 1^{er}, 4^o de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial, le second tiret est complété des termes suivants :

« à l'exception des puériculteurs de l'enseignement maternel ordinaire organisé ou subventionné par la Communauté française »

CHAPITRE VII. — *Modifications au décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives*

Art. 95. Dans l'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives, est ajouté l'alinéa suivant :

« Le présent article s'applique aux changements d'affectations prévus par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française »

CHAPITRE VIII. — *Modifications du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 96. Dans l'article 3^{ter} du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, inséré par le décret du 3 juillet 2003, modifié par le décret du 12 mai 2004 et par le décret du 4 mai 2005 sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 2 :

a) Le point 2^o est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o un nombre de postes qu'il fixe chaque année parmi les moyens disponibles destinés au niveau fondamental dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et de secteur marchand et de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés ».

b) Le point 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o afin de permettre l'octroi des subventions pour l'achat de matériel destiné à la psychomotricité selon les modalités prévues aux articles 16 à 19 du décret du 3 juillet 2003 organisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire :

- Pour l'année 2006 : 412.200 euros;
- Pour l'année 2007 : 598.800 euros;
- Pour l'année 2008 : 641.800 euros;
- Pour l'année 2009 : 753.800 euros;
- Pour l'année 2010 : 892.400 euros. »

2^o Le § 4 est supprimé.

CHAPITRE IX. — *Modifications du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement*

Art. 97. Dans le décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement sont apportées les modifications suivantes :

1^o L'article 1^{er} est complété par un 9^o libellé comme suit :

« 9^o le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ».

2^o Dans l'article 8, il est inséré un § 1^{er}bis nouveau libellé comme suit :

« § 1^{er}bis. Le puériculteur nommé ou engagé à titre définitif ou à titre provisoire en vertu du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, bénéficie, à la date de sa nomination ou de son engagement à titre définitif ou à titre provisoire, de 30 jours ouvrables de congés pour cause de maladie ou d'infirmité. »

CHAPITRE X. — *Modifications du décret du 8 mai 2003 modifiant les dispositions applicables en matière de congés et organisant la protection de la maternité*

Art. 98. L'article 40 du décret du 8 mai 2003 modifiant les dispositions applicables en matière de congés et organisant la protection de la maternité, est complété d'un alinéa 2 libellé comme suit :

« La présente section est également applicable aux membres du personnel féminin nommé ou engagé à titre définitif ou temporaire dans le cadre du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ».

Art. 99. L'article 76 du même décret est complété d'un alinéa 2 libellé comme suit :

« La présente section est également applicable aux membres du personnel féminin nommé ou engagé à titre définitif ou temporaire dans le cadre du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française ».

CHAPITRE XI. — *Modifications du décret du 3 juillet 2003 organisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire*

Art. 100. Au titre III du décret du 3 juillet 2003 organisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire, le chapitre I comprenant les articles 12 à 15 est supprimé.

CHAPITRE XII. — *Modifications du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 101. L'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, est complété comme suit :

« 3. pour les missions visées par la section II du chapitre V du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II, pour ce qui concerne l'enseignement spécialisé

4. pour les missions visées par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française »

Art. 102. A l'article 6 du même décret modifié par le décret du 12 mai 2004 et par le décret du 4 mai 2005, l'alinéa 2 est complété d'un point 7. libellé comme suit :

« 7. pour les missions visées par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française »

Art. 103. L'alinéa 2 de l'article 9 du décret précité est complété comme suit :

« 3. pour les missions visées par la section II du chapitre V du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II, pour ce qui concerne l'enseignement spécialisé;

4. pour les missions visées par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française »

Art. 104. A l'article 10 du décret précité modifié par le décret du 12 mai 2004 et par le décret du 4 mai 2005, l'alinéa 4 est complété d'un point 7. libellé comme suit :

« 7. pour les missions visées par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française »

CHAPITRE XIII. — *Modifications du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et les obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française*

Art. 105. L'article 4 du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et les obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française est remplacé comme suit :

« Article 4. Parmi les emplois visés par le décret de la Région wallonne du 25 avril 2002, par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 et par le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, le nombre d'emplois affectés au recrutement de puériculteurs doit être supérieur ou égal au nombre d'emplois qui y ont été affectés lors de l'année scolaire 2003-2004 ».

Art. 106. L'article 6 du décret précité, est remplacé comme suit :

« Article 6. Pour l'application du présent décret, les puériculteurs doivent être porteurs de l'un des titres visés à l'article 15 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements »

Art. 107. Dans l'article 20, alinéa 2, 1^{er} tiret du même décret, le nombre « 26 » est remplacé par le nombre « 28 ».

Art. 108. L'article 28, § 1^{er} du décret précité, est complété comme suit :

« Pour l'application du présent paragraphe, sont également pris en considération :

— Les jours prestés dans le cadre d'engagements à titre contractuel en vertu de l'article 24 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française;

— Les jours prestés en tant qu'agent PTP en qualité d'aide aux institutrices maternelles, porteur du titre visé à l'article 6 du présent décret. »

Art. 109. A l'alinéa 3 de l'article 28, § 2 du décret précité, les termes « auprès d'un des pouvoirs organisateurs de la zone » sont remplacés par les termes « auprès des pouvoirs organisateurs de la zone ».

Art. 110. L'alinéa 1^{er} du point *b*) de l'article 28, § 3, du décret précité, est remplacé comme suit : « Chaque Commission établit une liste reprenant les puériculteurs qui comptent, au 30 avril de l'année scolaire en cours, 1 080 jours d'ancienneté auprès des Pouvoirs organisateurs de la zone. Les puériculteurs sont classés dans les groupes suivants :

- 1° Groupe A : de 1 080 à 1 439 jours d'ancienneté;
- 2° Groupe B : de 1 440 à 1 799 jours d'ancienneté;
- 3° Groupe C : de 1 800 à 2 159 jours d'ancienneté. »

Art. 111. L'article 28, § 2 du même décret est complété comme suit :

« Pour l'application des alinéas 3 à 5 du présent paragraphe, sont également pris en considération :

— Les jours prestés dans le cadre d'engagements à titre contractuel en vertu de l'article 34 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française;

— Les jours prestés en tant qu'agent PTP en qualité d'aide aux institutrices maternelles, porteur du titre visé à l'article 6 du présent décret. »

Art. 112. A l'article 28 du décret précité, le § 3 est complété comme suit :

« Pour l'application du point *b*) du présent paragraphe, sont également pris en considération :

— Les jours prestés dans le cadre d'engagements à titre contractuel en vertu de l'article 44 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française;

— Les jours prestés en tant qu'agent PTP en qualité d'aide aux institutrices maternelles, porteur du titre visé à l'article 6 du présent décret. »

Art. 113. Le § 7 de l'article 28 du décret précité est remplacé comme suit :

« § 7. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, le Pouvoir organisateur communique, pour le 1^{er} mai au plus tard, à la commission la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné, et la liste visée à l'article 28, § 3, *a*), en ce qui concerne l'enseignement libre subventionné.

A défaut d'une telle communication dans le délai fixé à l'alinéa précédent le Pouvoir organisateur perd le bénéfice de tout poste de puériculteur obtenu en vertu de l'article 27 du présent décret et/ou de tout autre poste ACS, APE ou PTP obtenu dans le cadre de la procédure visée aux articles 28 à 34 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II, pour l'année scolaire considérée. A défaut d'avoir obtenu un tel poste pour l'année scolaire considérée, il en perd le bénéfice pour l'année scolaire suivante.

Le Gouvernement peut, le cas échéant, accorder un délai supplémentaire en vue de la communication desdites listes. »

Art. 114. A l'article 28 du décret précité, sont ajoutés les paragraphes suivants :

« § 8. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, le puériculteur qui souhaite faire valoir sa priorité en vertu de l'ancienneté visée à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5 pour ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné et 28, § 3, *b*) pour ce qui concerne l'enseignement libre subventionné, doit poser sa candidature par lettre recommandée auprès de son Pouvoir organisateur et auprès du Président de la Commission zonale compétente, pour le 15 avril au plus tard.

Le Pouvoir organisateur informe le Président de la Commission de la désignation ou de l'engagement réalisé en vertu du classement zonal visé respectivement à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5 et 28 § 3 *b*).

§ 9. Le puériculteur peut à sa demande être informé de son numéro d'ordre dans le classement prévu soit à l'article 28, § 1^{er} pour ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, soit à l'article 28, § 2, alinéas 3 à 5 pour ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné et 28, § 3, *b*) pour ce qui concerne l'enseignement libre subventionné.

§ 10. Pour l'application du présent Titre, l'ancienneté de service des puériculteurs se calcule conformément aux dispositions statutaires applicables dans chaque réseau relatives aux modalités de calcul de l'ancienneté de service des membres du personnel temporaire. »

Art. 115. Un article *64bis* du décret précité nouveau est inséré dans le même décret :

« Article *64bis*. Les puériculteurs détenteurs d'un brevet d'aspirant(*e*) en nursing visé par l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études d'aspirant(e) en nursing ou du certificat d'études de sixième année secondaire de l'enseignement secondaire professionnel et du certificat de qualification de sixième année de l'enseignement secondaire, subdivision spécialité monitrice pour collectivité d'enfants visés par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, qui, à la veille de l'entrée en vigueur du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, ont été désignés comme puériculteurs ACS ou APE durant au moins 600 jours sont réputés remplir la condition visée à l'article 6 du décret du 12 mai 2004. »

Art. 116. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2006, à l'exception des articles 4, 6, 7, 89, 101 à 112 et 114 à 115 qui entrent en vigueur le 1^{er} avril 2006 et des articles 8 à 10, 14, 15, 17, 19 à 21, 25, 27, 29 à 30, 35, 37, 39 à 40, 83, 84 et 86 qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juin 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Notes

(1) Session 2005-2006.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 249-1. — Amendements de commission, n° 249-2. — Rapport, n° 249-3. — Amendements de séance, n° 249-4

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 30 mai 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3176

[C - 2006/29100]

2 JUNI 2006. — Decreet betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

- Kinderverzorger : de kinderverzorger bedoeld in artikel 8;
- Kinderverzorger : Geco/APE (Aide à la Promotion de l'Emploi - tegemoetkoming ter bevordering van de tewerkstelling) : de kinderverzorger die zijn ambt in het kader van het decreet van 12 mei 2004 uitoefent;
- Contractuele verzorger : de kinderverzorger die een vervanging in het kader van de artikelen 24, 34, 44 waarneemt;
- Commissies :
 - In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs : de zonale affectatiecommissie bedoeld in artikel 14^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwyzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van het personeel van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;
 - In het gesubsidieerd onderwijs : de zonale commissie voor personeelsbeheer opgericht bij de artikelen 6 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde onderwijs;
 - Interzonale commissie : de interzonale affectatiecommissie bedoeld in artikel 14^{ter} van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969;
 - Zone :
 - In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs : elke zone bedoeld in artikel 14^{bis} van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969;
 - In het gesubsidieerde officieel en vrij onderwijs met een confessioneel karakter : elk gebied bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juli 2002 waarbij de gebieden voor het basisonderwijs bepaald worden bij toepassing van artikel 13 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen;
 - In het gesubsidieerd vrij onderwijs met een niet-confessioneel karakter : de zone bedoeld in artikel 10, derde lid van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

- Vacante betrekking : onder « vacante betrekking », dient te worden verstaan, elke post die overeenkomstig titel II wordt gecreëerd of die wordt vrijgemaakt door een kinderverzorger die in vast verband werd benoemd of aangeworven ten gevolge van zijn definitieve ambtsneerlegging overeenkomstig de artikelen 18, 28, 38 van dit decreet;

- decreet van 12 mei 2004 : het decreet tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap;

- voorzitter : de voorzitter van de zonale affectatiecommissie of van de betrokken zonale commissie voor personeelsbeheer.

Art. 2. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende bekwaamheidsbewijzen en ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Art. 3. Dit decreet is van toepassing op het gewoon kleuteronderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd.

TITEL II. — Personeelsformatie van de kinderverzorgers van het gewoon voorschools onderwijs

HOOFDSTUK I. — Oprichting van de personeelsformatie

Art. 4. Met het oog op de oprichting van een statutaire personeelsformatie voor de kinderverzorgers van het gewoon kleuteronderwijs, kent de Regering ten minste de volgende middelen toe :

- Voor het burgerlijk jaar 2006 : 411.000 €;
- Voor het burgerlijk jaar 2007 : 2.395.200 €;
- Voor het burgerlijk jaar 2008 : 2.567.200 €;
- Voor het burgerlijk jaar 2009 : 3.015.200 €;
- Voor het burgerlijk jaar 2010 : 3.569.600 €.

Art. 5. De Regering stelt elk jaar, uiterlijk voor 31 maart, binnen de in artikel 4 vastgestelde begrotingsperken, het aantal posten van kinderverzorgers van het gewoon voorschools onderwijs vast.

Art. 6. Het aantal posten van kinderverzorgers bedoeld in artikel 5 wordt door de Regering verdeeld over de netten, en, voor het gesubsidieerd vrij onderwijs, over de gezindheden, en over de zones, in verhouding tot het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 30 september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de posten worden toegekend.

HOOFDSTUK II. — Regels voor de toekenning van de posten aan de scholen

Art. 7. De posten bedoeld bij hoofdstuk I van deze titel en bij hoofdstuk III van titel I van het decreet van 12 mei 2004 worden toegekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 22 tot 27 van dat decreet.

TITEL III. — Statuut van de kinderverzorgers van het gewoon kleuteronderwijs

Art. 8. Deze titel is van toepassing op de kinderverzorgers van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die bedoeld zijn bij titel II.

HOOFDSTUK I. — Het ambt en de bekwaamheidsbewijzen

Art. 9. Het ambt van kinderverzorger bedoeld bij deze titel is het ambt bedoeld in artikel 8, a), 1° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 10. De bekwaamheidsbewijzen vereist voor het wervingsambt van kinderverzorger zijn deze die bepaald zijn in artikel 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen.

HOOFDSTUK II. — Plichten en onverenigbaarheid

Art. 11. De artikelen 5 tot 13 en 57 tot 63 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn toepasselijk op de kinderverzorgers die hun ambt binnen het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 12. Hoofdstuk II van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs is toepasselijk op de kinderverzorgers die hun ambt binnen het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 13. Hoofdstuk II van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs is toepasselijk op de kinderverzorgers die hun ambt binnen het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

HOOFDSTUK III. — *Werving**Afdeling I. — Algemeen*

Art. 14. De wervingsambten kunnen worden uitgeoefend door kinderverzorgers die contractueel aangeworven zijn of die in vast verband of voorlopig verband benoemd of aangeworven zijn.

*Afdeling II. — In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs**Onderafdeling I. — Benoeming*

Art. 15. Niemand kan in vast verband worden benoemd indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese gemeenschappen, behalve een door de Regering te verlenen vrijstelling;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° de wets- en verordeningbepalingen betreffende de taalregeling in acht nemen;

6° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 10 van dit decreet;

7° het best gerangschikt zijn overeenkomstig artikel 17 van dit decreet;

8° geen ongunstig verslag hebben gekregen bedoeld bij artikel 32 van het voormelde decreet van 12 mei 2004, over een periode van ten minste 6 maanden, gedurende de twee jaren die aan de benoeming voorafgaan.

Art. 16. De kinderverzorgers Geco's/ »APE« (Aide à la Promotion de l'Emploi - tegemoetkoming ter bevordering van de tewerkstelling) worden in vast verband benoemd, nadat de beslissingen betreffende de reïaffectatie en, in voorkomend geval, de verandering van affectatie, zijn genomen.

Art. 17. § 1. Wanneer één of meer betrekking(en) binnen een zone gecreëerd wordt/worden krachtens de bepalingen bedoeld bij titel II, wordt de benoeming bij voorrang voorgesteld aan de kinderverzorger(s) van de zone die beter gerangschikt is/zijn in het klassemment bepaald in artikel 28, § 1 van het decreet van 12 mei 2004.

Het voorstel tot benoeming in vast verband, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld, wordt meegedeeld aan de kinderverzorgers(s) die batig gerangschikt is(zijn) overeenkomstig het eerste lid, bij een aangetekend schrijven dat drie werkdagen na de datum van zijn verzending van kracht wordt.

Dat voorstel vermeldt de lijst van de inrichtingen van de zone waarin de benoeming in vast verband kan worden verleend.

De kinderverzorger beschikt over een termijn van 10 werkdagen om de Regering te laten weten of hij een benoeming in vast verband aanvaardt of weigert.

Als hij die benoeming aanvaardt, bepaalt hij de volgorde van de inrichtingen waarin hij wenst te worden benoemd.

Wanneer verschillende kandidaten naar een vacante betrekking solliciteren, wordt deze toegekend aan de best gerangschikte kandidaat met inachtneming van artikel 28, § 1 van het decreet van 12 mei 2004.

§ 2. Wanneer een kinderverzorger kennis geeft van zijn weigering om in vast verband te worden benoemd of binnen de gestelde termijn niet reageert, stelt de Regering, volgens dezelfde nadere regels als deze die in § 1 bedoeld zijn, de benoeming in vast verband voor aan de kinderverzorger van dezelfde zone die volgt in het klassemment en die voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 15.

§ 3. De verzorgers worden door de Regering benoemd en geïaffecteerd bij één van de inrichtingen bedoeld in § 1 van het derde lid, op 1 september, en dit, vóór elke aanstelling als kinderverzorger Geco/ »APE«.

Art. 18. § 1. Wanneer een betrekking vacant wordt ten gevolge van de definitieve ambtsneerlegging van een in vast verband benoemde kinderverzorger, deelt het inrichtingshoofd dit onmiddellijk aan de Regering mee.

Het voorstel tot benoeming in vast verband waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld, wordt meegedeeld aan de kinderverzorger die als kinderverzorger Geco/ »APE« in een inrichting van de zone aangesteld is en die het best gerangschikt is overeenkomstig artikel 17, § 1, eerste lid.

De kinderverzorger beschikt over een termijn van 10 werkdagen om de Regering te laten weten of hij een benoeming in vast verband aanvaardt of weigert.

§ 2. Wanneer een kinderverzorger kennis geeft van zijn weigering om in vast verband te worden benoemd of binnen de gestelde termijn niet reageert, stelt de Regering, volgens dezelfde nadere regels als deze die in § 1 bedoeld zijn, de benoeming in vast verband voor aan de kinderverzorger Geco/ »APE« van dezelfde zone die volgt in het klassemment en die voldoet aan de vereiste voorwaarden.

§ 3. De kinderverzorger wordt door de Regering benoemd op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin hij zijn aanvaarding overeenkomstig § 1 heeft meegedeeld.

Hij wordt geïaffecteerd bij de inrichting waar hij zijn ambt als kinderverzorger Geco/ »APE« vóór zijn benoeming uitoefende met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 12 mei 2004.

De in vast verband benoemde kinderverzorger die zijn ambt definitief heeft neergelegd wordt vervangen door een kinderverzorger Geco/ »APE« tot het einde van het lopende schooljaar.

Art. 19. De kinderverzorger met moederschapsrust, die wordt verwijderd krachtens artikel 42, § 1, 3° van de arbeidswet van 16 maart 1971, die ziek is of arbeidsongeschikt is als gevolg van een arbeidsongeval, een ongeval van of naar het werk of een beroepsziekte, en die de voorwaarden bedoeld in artikel 15 vervult, kan in vast verband worden benoemd.

Art. 20. Het benoemingsbesluit wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad bekendgemaakt*.

Art. 21. De in vast verband benoemde kinderverzorgers leggen de eed af wanneer ze in dienst treden in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Onderafdeling II. — Verandering van affectatie

Art. 22. § 1. Iedere in vast verband benoemde kinderverzorger kan, op eigen verzoek, vragen om gereffecteerd te worden in een andere inrichting van dezelfde zone of van een andere zone die een post van kinderverzorger geniet met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7, wanneer een post wordt gecreëerd krachtens titel I.

§ 2. De kinderverzorger die een verandering van affectatie in een andere inrichting van dezelfde zone wenst te verkrijgen, dient, bij een aangetekend schrijven, een aanvraag in die door uitzonderlijke omstandigheden gemotiveerd wordt bij de Regering in de loop van de maand januari. Die aanvraag bepaalt de inrichtingen waarin hij een nieuwe affectatie wenst te verkrijgen.

Hij zendt er een afschrift van aan de voorzitter van de zonale affectatiecommissie binnen dezelfde termijn.

De Regering verleent de verandering van affectatie pas na gunstig advies van de voormelde commissie.

De adviezen van de commissies betreffende de veranderingen van affectatie worden door de commissies aan de Regering samen met de voorstellen bedoeld in artikel 26 van het decreet van 12 mei 2004 overgezonden.

Die verandering van affectatie heeft uitwerking met ingang van de volgende eerste september.

§ 3. De kinderverzorger die een verandering van affectatie naar een andere zone wenst te verkrijgen, dient, bij aangetekend schrijven, een aanvraag in die door uitzonderlijke omstandigheden wordt gemotiveerd bij de Regering in de loop van de maand januari. Die aanvraag vermeldt de inrichtingen waarin hij een verandering van affectatie wenst te verkrijgen.

Hij zendt er aan afschrift van aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie binnen dezelfde termijn over.

De Regering verleent de verandering van affectatie pas na gunstig advies van de voormelde commissie.

De voormelde commissie vergadert, in voorkomend geval, op initiatief van haar voorzitter, zodra de procedure bedoeld in artikel 26 van het decreet van 12 mei 2004 beëindigd is.

Die verandering van affectatie heeft uitwerking met ingang van de volgende eerste september.

Onderafdeling III. — Reaffectatie

Art. 23. Elk schooljaar, wanneer de inrichting waarin de kinderverzorger geaffecteerd is, geen post meer krijgt, met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7 van dit decreet, moet die door de Regering gereffecteerd worden in de schoolinrichting die een post heeft verkregen met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7 van het decreet van 12 mei 2004 en die het dichtst bij de inrichting gelegen is waarin hij gedurende het vorige schooljaar geaffecteerd was of het dichtst bij zijn woonplaats, en die niet reeds door een in vast verband benoemde kinderverzorger bekleed wordt.

De Regering brengt er de kinderverzorger op de hoogte van en verzoekt hem om zijn voorkeur binnen een termijn van tien dagen mee te delen. Als er geen reactie is binnen de gestelde termijn, wordt de kinderverzorger geacht geen voorkeur te hebben.

Onderafdeling IV. — Vervanging

Art. 24. Elke afwezigheid van de in vast verband kinderverzorger of van zijn vervanger die ten minste 10 werkdagen duurt, kan aanleiding geven tot een vervanging.

Die vervanging geschiedt door een kinderverzorger aangewezen met inachtneming van de regels vastgesteld in artikel 28, § 1 van het decreet van 12 mei 2004, indien de in vast verband benoemde kinderverzorger of diens vervanger moet worden vervangen voor een ononderbroken periode van ten minste 15 weken.

Die werving wordt geregeld bij de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Afdeling III. — In het gesubsidieerd officieel onderwijs

Onderafdeling I. — Benoeming in vast verband of in voorlopig verband

Art. 25. Niemand kan door een inrichtende macht in vast verband of voorlopig worden benoemd als hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een ander lidstaat van de Europese gemeenschappen, behalve een door de Regering te verlenen vrijstelling;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° de wets- en verordeningbepalingen betreffende de taalregeling in acht nemen;

6° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 10 van dit decreet;

7° het best gerangschikt zijn overeenkomstig artikel 17 van dit decreet;

8° geen ongunstig verslag hebben gekregen bedoeld bij artikel 32 van het voormelde decreet van 12 mei 2004, over een periode van ten minste 6 maanden, gedurende de twee jaren die aan de voorlopige benoeming of de benoeming in vast verband voorafgaan.

Art. 26. De kinderverzorgers Geco/ »APE« worden in voorlopig of in vast verband benoemd nadat de reaffectatie of, in voorkomend geval, de verandering van affectatie en de mutatie zijn verricht.

Art. 27. § 1. Wanneer één of meer betrekking(en) binnen een zone wordt(en) opgericht krachtens de bepalingen bepaald in Titel II, wordt de benoeming bij voorrang voorgesteld aan het (de) personeelslid(leden) van de zone dat(die) het best gerangschikt is/zijn in het klassement bepaald in artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden van het decreet van 12 mei 2004, volgens een door de Regering vast te stellen model.

§ 2. Wanneer het(de) personeelslid(den) dat (die) het best gerangschikt is (zijn) in het klassement bepaald in artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden van het decreet van 12 mei 2004 een anciënniteit van ten minste 300 dagen hebben verworven bij de inrichtende macht van de zone waarbij het (zij) zijn (hun) ambt in het vorige aar uitoefende(n), die een post heeft gekregen die nog niet door een in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorger wordt bekleed, brengt daar de voorzitter die inrichtende macht op de hoogte van.

Van het voorstel tot benoeming wordt door de inrichtende macht aan de kinderverzorger(s) kennis gegeven bij aangetekend schrijven, met ontvangstbewijs, dat uitwerking heeft met ingang van drie werkdagen na de datum van zijn verzending.

De kinderverzorger beschikt over een termijn van 10 werkdagen om de inrichtende macht mee te delen of hij een benoeming in vast verband aanvaardt of weigert.

Wanneer de kinderverzorger de benoeming in vast verband aanvaardt, brengt de inrichtende macht daar de voorzitter op de hoogte van.

Wanneer een kinderverzorger kennis geeft van zijn weigering om in vast verband te worden benoemd of niet binnen de gestelde termijn reageert, brengt de inrichtende macht daar de voorzitter op de hoogte van.

Wanneer de benoeming wordt geweigerd, brengt de voorzitter de inrichtende macht van de kinderverzorger die de volgende is in het klassement bedoeld in artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden van het decreet van 12 mei 2004, en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 25, op de hoogte van de voorrang van deze voor de benoeming. In dat geval is de procedure van de tweede tot vijfde leden van toepassing.

§ 3. Wanneer de kinderverzorger die het best gerangschikt is in het klassement bedoeld in artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden van het decreet van 12 mei 2004 geen benoeming kan krijgen bij de inrichtende macht waarin hij de overeenkomstig § 2 vereiste anciënniteit heeft verkregen, deelt de voorzitter die kinderverzorger mee dat hij voorlopig kan worden benoemd bij :

- die inrichtende macht, als hij een post heeft gekregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorger;

- bij ontstentenis daarvan, bij een andere inrichtende macht van de zone die een post heeft gekregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast of voorlopig verband benoemde kinderverzorger.

De voorzitter deelt de gegevens betreffende die inrichtende macht aan de kinderverzorger mee en brengt daar de inrichtende macht op de hoogte van.

De kinderverzorger beschikt over een termijn van 10 werkdagen om de voorzitter te laten weten of hij een voorlopige benoeming aanvaardt of weigert. Als de kinderverzorger niet binnen de gestelde termijn reageert, wordt hij geacht de benoeming te weigeren. De voorzitter brengt de betrokken inrichtende macht op de hoogte van de beslissing van de kinderverzorger.

In geval van weigering, deelt de voorzitter de kinderverzorger die de volgende is in het klassement bedoeld in artikel 28, § 2, tweede tot vijfde leden van het decreet van 12 mei 2004 en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 25 mee dat hij voorlopig kan worden benoemd bij een inrichtende macht die een post heeft gekregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of in voorlopig verband benoemde kinderverzorger. De procedure bedoeld in de tweede tot vijfde leden is van toepassing.

§ 4. Voor wat dit artikel betreft, wordt de kinderverzorger op 1 september benoemd en geaffecteerd bij één van de schoolinrichtingen van zijn inrichtende macht die een post heeft gekregen, vóór elke benoeming tot kinderverzorger Geco/ »APE«.

§ 5. De in § 3 bedoelde voorlopige benoeming wordt definitief wanneer de kinderverzorger dit heeft aangevraagd en een anciënniteit van 300 dagen heeft verworven bij de inrichtende macht waarin hij voorlopig wordt benoemd.

Voor de berekening van de 300 dagen, worden enkel in aanmerking genomen : de werkelijk gepresteerde diensten, met inbegrip van de jaarvakantie, de verlofdagen bepaald in de artikelen 5, 5bis en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, alsook de verlopen met het oog op adoptie en pleegvoogdij en de moederschapsrust, respectievelijk bepaald in hoofdstuk II bis en in hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

Zolang de kinderverzorger niet 300 dagen dienstanciënniteit heeft verworven in dienst van de inrichtende macht, blijft hij voorlopig in deze benoemd, behalve :

- andersluidende aanvraag die in onderling overleg wordt ingediend;
- bij zware tekortkoming;
- beslissing van de bevoegde zonale commissie waarvoor de inrichtende macht of de kinderverzorger, die hun aanvraag respectievelijk met redenen omkleden, de zaak hebben gebracht;
- verlies van de post van kinderverzorger door de inrichtende macht.

Wanneer een einde wordt gemaakt aan de voorlopige benoeming onder de voorwaarden van het vorige lid, wordt de kinderverzorger voorlopig benoemd op de volgende eerste september bij een andere inrichtende macht, die met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7 een post heeft verkregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of in voorlopig verband benoemde kinderverzorger.

De voorzitter deelt de gegevens betreffende die inrichtende macht aan de kinderverzorger mee, en brengt daar eveneens die inrichtende macht op de hoogte van.

De nieuwe voorlopige benoeming geeft geen aanleiding tot een onderbreking.

§ 6. Onverminderd § 5, derde lid, indien, voor het schooljaar volgend op de voorlopige benoeming van de kinderverzorger bij een inrichtende macht :

- ofwel de kinderverzorger niet de 300 dagen bedoeld in het eerste lid van paragraaf 5 heeft verworven;
- ofwel de kinderverzorger geen aanvraag heeft ingediend om in vast verband te worden benoemd in de inrichtende macht waarin hij in voorlopig verband benoemd is;
- ofwel de inrichtende macht waarin hij voorlopig benoemd is, geen post van kinderverzorger meer krijgt met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7,

en indien de inrichtende macht waarin de kinderverzorger de grootste anciënniteit vóór zijn benoeming heeft verworven, een post van kinderverzorger krijgt met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7, kan hij verzoeken om in deze in vast verband te worden benoemd op 1 september van het betrokken jaar.

Art. 28. § 1. Wanneer een betrekking vacant wordt ten gevolge van een definitieve ambtsneerlegging van een in vast verband benoemde kinderverzorger, geeft de inrichtende macht daar onmiddellijk kennis van aan de voorzitter van de zonale commissie voor personeelsbeheer waaronder haar inrichting ressorteert.

De benoeming wordt prioritair voorgesteld aan de kinderverzorger die aangeworven is als kinderverzorger Geco/ »APE » en die het best gerangschikt is in het klassemment bedoeld in artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden van het decreet van 12 mei 2004 en die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 25, volgens een door de Regering vast te stellen model.

De voorzitter brengt daar de inrichtende macht van de kinderverzorger bedoeld in het vorige lid op de hoogte van.

Van het voorstel tot benoeming wordt door de inrichtende macht aan de kinderverzorger kennis gegeven bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, dat uitwerking heeft met ingang van drie werkdagen na de datum van de verzending ervan.

De kinderverzorger beschikt over een termijn van 10 werkdagen om de inrichtende macht mee te delen of hij een benoeming in vast verband aanvaardt of weigert.

Wanneer de kinderverzorger de benoeming in vast verband aanvaardt, brengt de inrichtende macht daar de voorzitter op de hoogte van.

Wanneer een kinderverzorger kennis geeft van zijn weigering om in vast verband te worden benoemd of niet binnen de gestelde termijn reageert, brengt de inrichtende macht daar de voorzitter op de hoogte van.

Wanneer de benoeming wordt geweigerd, brengt de voorzitter de inrichtende macht van de kinderverzorger die onmiddellijk de volgende is in het klassemment bedoeld in artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden van het decreet van 12 mei 2004, en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 25, op de hoogte van de voorrang van deze voor de benoeming. In dat geval is de procedure bedoeld bij deze paragraaf van toepassing.

§ 2. Voor wat dit artikel betreft, wordt de kinderverzorger benoemd op de eerste dag van de maand die volgt op die gedurende welke hij kennis heeft gegeven van zijn aanvaarding overeenkomstig § 1 en geaffecteerd bij de inrichtende macht binnen de inrichting waar hij zijn ambt als kinderverzorger Geco/ »APE » vóór de benoeming uitoefende met inachtneming van het decreet van 12 mei 2004.

Als het gaat om een andere inrichtende macht dan die waarbij de in vast verband benoemde kinderverzorger zijn ambt definitief heeft neergelegd, dan wordt deze vervangen door een kinderverzorger Geco/ »APE » tot het einde van het lopende schooljaar.

Art. 29. De kinderverzorger met moederschapsrust die wordt verwijderd krachtens artikel 42, § 1, 3^o van de arbeidswet van 16 maart 1971, die ziek is of arbeidsongeschikt is als gevolg van een arbeidsongeval, een ongeval van of naar het werk of een beroepsziekte, en die de voorwaarden bedoeld in artikel 15 vervult, kan in vast verband of in voorlopig verband worden benoemd.

Art. 30. De in vast verband benoemde kinderverzorgers leggen de eed af volgens door de Regering vast te leggen regels krachtens artikel 28, 5^o, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Onderafdeling II. — Verandering van affectatie en mutatie

Art. 31. § 1. De inrichtende macht kan, op aanvraag van de in vast verband benoemde kinderverzorger, een verandering van affectatie verlenen bij één van haar inrichtingen die een post heeft verkregen, voor zover deze niet reeds bekleed wordt door een in vast verband benoemde kinderverzorger.

De nadere regels voor de verandering van affectatie zijn, voor het overige, door de plaatselijke paritaire commissies vastgesteld.

De overgang van een inrichting naar een andere moet zonder onderbreking geschieden.

De verandering van affectatie heeft uitwerking met ingang van 1 september van het jaar waarin de toekenning van de posten bedoeld in artikel 7 van toepassing wordt, behalve als de verandering van affectatie het gevolg is van de definitieve ambtsneerlegging van een in vast verband benoemde kinderverzorger.

§ 2. Wanneer een in vast verband benoemde kinderverzorger een mutatie wenst te verkrijgen bij een andere inrichtende macht van de zone of van een andere zone, moet hij dit aanvragen bij aangetekend schrijven gericht aan deze, die zijn toestemming moet verlenen. Hij brengt daar de voorzitter(s) van de betrokken zone op de hoogte van.

De mutatie bedoeld in het eerste lid kan slechts geschieden in een inrichtende macht van een andere zone als een betrekking wordt gecreëerd binnen de betrokken zone krachtens de bepalingen bedoeld bij Titel II van dit decreet, en voor zover de inrichtende macht een post van kinderverzorger voor het volgende schooljaar geniet.

Die mutatie heeft uitwerking op de volgende eerste september. De inrichtende macht die de mutatie heeft aanvaard, moet de kinderverzorger op die datum in vast verband benoemen. De kinderverzorger moet op die datum ontslag nemen in de inrichtende macht die hij verlaat.

Die mutatie geeft geen aanleiding tot onderbreking.

De nadere regels voor de mutatie worden, voor het overige, vastgelegd door de plaatselijke paritaire commissie die opgericht is binnen de inrichtende macht die het personeelslid ontvangt.

Onderafdeling III. — Reaffectatie

Art. 32. Nadat de posten overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 7 toegekend zijn, en, wanneer de schoolinrichting waarbij de kinderverzorger in vast verband benoemd is, geen post meer verkrijgt, reffecteert de inrichtende macht de kinderverzorger bij één van haar schoolinrichtingen van de zone die een post heeft verkregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorger.

Die reffectatie heeft uitwerking met ingang van 1 september van het jaar waarin de toekenning van de posten bedoeld in artikel 7 van toepassing wordt.

Art. 33. § 1. Wanneer de inrichtende macht waarbij de kinderverzorger in vast verband benoemd is, geen post meer verkrijgt, wordt de kinderverzorger door de commissie voorlopig gereffecteerd bij een inrichtende macht van de zone die met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7 een post heeft verkregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of in voorlopig verband benoemde kinderverzorger. Wanneer geen consensus bij de vergadering van de commissie wordt bereikt of indien het vereiste quorum niet wordt bereikt, reffecteert de voorzitter van de commissie de kinderverzorger.

De voorzitter van de commissie deelt de gegevens betreffende de inrichtende macht aan de kinderverzorger mee en brengt daar eveneens die inrichtende macht op de hoogte van.

Die reffectatie geeft geen aanleiding tot een onderbreking.

Ze heeft uitwerking met ingang van 1 september van het jaar waarin de toekenning van posten bedoeld in artikel 7 van toepassing wordt.

§ 2. Die reffectatie wordt definitief wanneer de kinderverzorger dit heeft aangevraagd en een anciënniteit van 300 dagen heeft verworven bij de inrichtende macht waarin hij voorlopig gereffecteerd is.

Voor de berekening van de 300 dagen, worden enkel in aanmerking genomen, de werkelijk gepresteerde diensten, met inbegrip van de jaarvakantie, de verloven bepaald in de artikelen 5, *5bis* en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, alsook van de verloven met het oog op adoptie en pleegvoogdij en van de moederschapsrust die respectievelijk bepaald zijn in hoofdstuk II *bis* en in hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

Zolang de kinderverzorger niet 300 dagen anciënniteit in dienst van de inrichtende macht heeft verworven, wordt de reffectatie verlengd, behalve :

- andersluidende aanvraag die in onderling overleg wordt ingediend;
- bij zware tekortkoming;
- beslissing van de bevoegde zonale commissie waarvoor de inrichtende macht of de kinderverzorger, die hun aanvraag respectievelijk met redenen omkleeden, de zaak hebben gebracht;
- verlies van de post van kinderverzorger door de inrichtende macht.

Wanneer een einde wordt gemaakt aan de voorlopige reffectatie onder de voorwaarden van het vorige lid, wordt de kinderverzorger voorlopig gereffecteerd op de volgende eerste september bij een andere inrichtende macht, overeenkomstig het eerste lid.

Die reffectatie is echter definitief wanneer ze geschiedt bij een inrichtende macht waarbij de kinderverzorger de anciënniteit van 300 dagen bedoeld in het eerste lid vooraf heeft verworven.

§ 3. Onverminderd § 2, derde lid, indien, voor het schooljaar volgend op de voorlopige reffectatie van de kinderverzorger bij een inrichtende macht :

- ofwel de kinderverzorger niet de 300 dagen heeft verworven bedoeld in het eerste lid;
- ofwel de kinderverzorger geen aanvraag heeft ingediend om definitief te worden gereffecteerd in de inrichtende macht waarin hij voorlopig gereffecteerd is;
- ofwel de inrichtende macht waarin hij voorlopig gereffecteerd is, geen post van kinderverzorger meer krijgt, en indien de inrichtende macht waarin de kinderverzorger vóór zijn benoeming in vast verband benoemd was, een post van kinderverzorger krijgt met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7, kan hij verzoeken om in deze in vast verband te worden gereffecteerd op 1 september van het betrokken jaar.

Onderafdeling IV. — Vervanging

Art. 34. Elke afwezigheid van de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorger, of diens vervanger voor een periode van ten minste 10 werkdagen, geeft aanleiding tot een vervanging door een kinderverzorger. De kinderverzorger wordt vervangen door een kinderverzorger die wordt aangewezen met inachtneming van de regels vastgesteld in artikel 28, § 2, derde lid van het decreet van 12 mei 2004, indien de in vast verband benoemde kinderverzorger of diens vervanger moet worden vervangen voor een ononderbroken periode van ten minste 15 weken.

Die vervanging wordt geregeld bij de bepalingen van de voormelde wet van 3 juli 1978.

Afdeling IV. — In het gesubsidieerd vrij onderwijs

Onderafdeling I. — Werving in vast verband en in voorlopig verband

Art. 35. Niemand kan door een inrichtende macht in vast verband of in voorlopig verband statutair worden geworven indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese gemeenschappen, behalve een door de Regering te verlenen vrijstelling;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° de wets- en verordeningbepalingen betreffende de taalregeling in acht nemen;

6° houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 10 van dit decreet;

7° het best gerangschikt zijn overeenkomstig artikel 37 van dit decreet;

8° geen ongunstig verslag hebben gekregen bedoeld bij artikel 32 van het voormelde decreet van 12 mei 2004, over een periode van ten minste 6 maanden, gedurende de twee jaren die aan de statutaire werving in voorlopig verband of in vast verband voorafgaan.

Art. 36. De kinderverzorgers Geco's/ »APE« (Aide à la Promotion de l'Emploi - tegemoetkoming ter bevordering van de tewerkstelling) worden in voorlopig verband of in vast verband statutair geworven, nadat de beslissingen betreffende de reaffectatie en, in voorkomend geval, de verandering van affectatie en de mutatie, zijn genomen.

Art. 37. § 1. Wanneer één of meer betrekking(en) binnen een zone wordt(en) opgericht krachtens de bepalingen bedoeld in Titel II, wordt de statutaire werving bij voorrang voorgesteld aan het (de) personeelslid (leden) van de zone dat (die) het best gerangschikt is/zijn in het klassement bepaald in artikel 28, § 3, b, van het decreet van 12 mei 2004, volgens een door de Regering vast te stellen model.

§ 2. Wanneer het (de) personeelslid (den) dat (die) het best gerangschikt is (zijn) in het klassement bepaald in artikel 28, § 3, b) van het decreet van 12 mei 2004 een anciënniteit van ten minste 360 dagen heeft (hebben) verworven bij de inrichtende macht van de zone waarbij het (zij) zijn (hun) ambt in het vorige schooljaar uitoefende(n), die een post heeft gekregen die niet reeds door een in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorger wordt bekleed, brengt daar de voorzitter die inrichtende macht op de hoogte van.

Van het voorstel tot werving in vast verband wordt door de inrichtende macht aan de kinderverzorger kennis gegeven bij aangetekend schrijven, met ontvangstbewijs, dat uitwerking heeft met ingang van drie werkdagen na de datum van zijn verzending.

De kinderverzorger beschikt over een termijn van 10 werkdagen om de inrichtende macht mee te delen of hij een werving in vast verband aanvaardt of weigert.

Wanneer de kinderverzorger de werving in vast verband aanvaardt, brengt de inrichtende macht daar de voorzitter op de hoogte van.

Wanneer een kinderverzorger kennis geeft van zijn weigering om in vast verband te worden geworven of niet binnen de gestelde termijn reageert, brengt de inrichtende macht daar de voorzitter op de hoogte van.

Wanneer de werving in vast verband wordt geweigerd, brengt de voorzitter de inrichtende macht van de kinderverzorger die de volgende is in het klassement bedoeld in artikel 28, § 3, b), van het decreet van 12 mei 2004, en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 35, op de hoogte van de voorrang van deze voor de werving in vast verband. In dat geval is de procedure bedoeld in deze paragraaf van toepassing.

§ 3. Wanneer de kinderverzorger die het best gerangschikt is in het klassement bedoeld in artikel 28, § 3, b) van het decreet van 12 mei 2004 en die voldoet aan de in artikel 35 bepaalde voorwaarden geen werving in vast verband kan krijgen bij de inrichtende macht waarin hij de overeenkomstig § 2 vereiste anciënniteit heeft verworven, deelt de voorzitter die kinderverzorger mee dat hij in voorlopig verband statutair kan worden geworven bij :

- die inrichtende macht, als hij een post heeft gekregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorger;

- bij ontstentenis daarvan, bij een andere inrichtende macht van de zone die een post heeft gekregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast of voorlopig verband geworven kinderverzorger.

De voorzitter deelt de gegevens betreffende die inrichtende macht aan de kinderverzorger mee en brengt daar de inrichtende macht op de hoogte van.

De kinderverzorger beschikt over een termijn van 10 werkdagen om de voorzitter te laten weten of hij een statutaire werving in voorlopig verband aanvaardt of weigert. Als de kinderverzorger niet binnen de gestelde termijn reageert, wordt hij geacht de statutaire werving in vast verband te weigeren. De voorzitter brengt de betrokken inrichtende macht op de hoogte van de beslissing van de kinderverzorger.

In geval van weigering, deelt de voorzitter de kinderverzorger die de volgende is in het klassement bedoeld in artikel 28, § 3, b) van het decreet van 12 mei 2004 en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 35 mee dat hij in voorlopig verband kan worden geworven bij een inrichtende macht die een post heeft gekregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of in voorlopig verband geworven kinderverzorger. De procedure bedoeld in de tweede tot vijfde leden is van toepassing.

§ 4. Voor wat dit artikel betreft, wordt de kinderverzorger op 1 september geworven en geaffecteerd bij één van de schoolinrichtingen van zijn inrichtende macht die een post heeft gekregen, vóór elke aanwijzing als kinderverzorger Geco/ »APE«.

§ 5. De in § 3 bedoelde statutaire werving wordt definitief wanneer de kinderverzorger dit heeft aangevraagd en een anciënniteit van 360 dagen heeft verworven bij de inrichtende macht waarin hij voorlopig wordt benoemd.

Voor de berekening van de 360 dagen, worden enkel in aanmerking genomen : de werkelijk gepresteerde diensten, met inbegrip van de jaarvakantie, de verlofdagen bepaald in de artikelen 5, 5bis en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, alsook van de verloven met het oog op adoptie en pleegvoogdij en de moederschaprust, respectievelijk bepaald in hoofdstuk IIbis en in hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

Zolang de kinderverzorger niet 360 dagen dienstanciënniteit heeft verworven in dienst van de inrichtende macht, blijft zijn statutaire werving in deze voorlopig, behalve :

- andersluidende aanvraag die in onderling overleg wordt ingediend;

- bij zware tekortkoming;

- beslissing van de bevoegde zonale affectatiecommissie waarvoor de inrichtende macht of de kinderverzorger, die hun aanvraag respectievelijk met redenen omkleeden, de zaak hebben gebracht;

- verlies van de post van kinderverzorger door de inrichtende macht.

Wanneer een einde wordt gemaakt aan de statutaire werving in voorlopig verband onder de voorwaarden van het vorige lid, geniet de kinderverzorger een statutaire werving in voorlopig verband op de volgende eerste september bij een andere inrichtende macht, die een post heeft verkregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband geworven kinderverzorger.

De voorzitter deelt de gegevens betreffende die inrichtende macht aan de kinderverzorger mee, en brengt daar eveneens die inrichtende macht op de hoogte van.

De nieuwe statutaire werving in voorlopig verband geeft geen aanleiding tot een onderbreking.

§ 6. Onverminderd § 5, derde lid, indien, voor het schooljaar volgend op de statutaire werving in voorlopig verband van de kinderverzorger bij een inrichtende macht :

- ofwel de kinderverzorger niet de 360 dagen heeft verworven bedoeld in het eerste lid van paragraaf 5;
- ofwel de kinderverzorger geen aanvraag heeft ingediend om in vast verband te worden geworven in de inrichtende macht waarin hij in voorlopig verband statutair geworven is;
- ofwel de inrichtende macht waarin hij in voorlopig verband statutair geworven is, geen post van kinderverzorger meer krijgt met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7,

en indien de inrichtende macht waarin de kinderverzorger de grootste anciënniteit vóór zijn statutaire werving heeft verworven, een post van kinderverzorger krijgt met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7, kan hij verzoeken om in deze in vast verband te worden benoemd op 1 september van het betrokken jaar.

Art. 38. § 1. Wanneer een betrekking vacant wordt ten gevolge van een definitieve ambtsneerlegging van een in vast verband geworven kinderverzorger, geeft de inrichtende macht daar onmiddellijk kennis van aan de voorzitter van de centrale commissie voor personeelsbeheer waaronder haar inrichting ressorteert.

De werving in vast verband wordt prioritair voorgesteld aan de kinderverzorger die het best gerangschikt is in het klassement bedoeld in artikel 28, § 3, *b*) van het decreet van 12 mei 2004 en die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 35, volgens een door de Regering vast te stellen model.

De voorzitter brengt daar de inrichtende macht van de kinderverzorger bedoeld in het vorige lid op de hoogte van.

Van het voorstel tot werving in vast verband wordt door de inrichtende macht aan de kinderverzorger kennis gegeven bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, dat uitwerking heeft met ingang van drie werkdagen na de datum van de verzending ervan.

De kinderverzorger beschikt over een termijn van 10 werkdagen om de inrichtende macht mee te delen of hij een werving in vast verband aanvaardt of weigert.

Wanneer de kinderverzorger de werving in vast verband aanvaardt, brengt de inrichtende macht daar de voorzitter op de hoogte van.

Wanneer een kinderverzorger kennis geeft van zijn weigering om in vast verband te worden geworven of niet binnen de gestelde termijn reageert, brengt de inrichtende macht daar de voorzitter op de hoogte van.

Wanneer de werving in vast verband wordt geweigerd, brengt de voorzitter de inrichtende macht van de kinderverzorger die onmiddellijk de volgende is in het klassement bedoeld in artikel 28, § 3, *b*) van het decreet van 12 mei 2004, en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 35, op de hoogte van de voorrang van deze voor de werving in vast verband. In dat geval is de procedure bedoeld bij de derde tot zesde leden van toepassing.

§ 2. De kinderverzorger wordt in vast verband geworven op de eerste dag van de maand die volgt op die gedurende welke hij kennis heeft gegeven van zijn aanvaarding overeenkomstig de bepalingen van § 1 en geaffecteerd bij de inrichtende macht binnen de inrichting waar hij zijn ambt als kinderverzorger Geco/ »APE« vóór de werving in vast verband uitoefende met inachtneming van het decreet van 12 mei 2004.

Als het gaat om een andere inrichtende macht dan die waarbij de in vast verband geworven kinderverzorger zijn ambt definitief heeft neergelegd, dan wordt deze vervangen door een kinderverzorger Geco/ »APE« tot het einde van het lopende schooljaar.

Art. 39. De kinderverzorger met moederschapsrust, die wordt verwijderd krachtens artikel 42, § 1, 3° van de arbeidswet van 16 maart 1971, die ziek of arbeidsongeschikt is als gevolg van een arbeidsongeval, een ongeval van of naar het werk of een beroepsziekte, en die de voorwaarden bedoeld in artikel 35 vervult, kan in vast verband of in voorlopig verband worden geworven.

Art. 40. De in vast verband geworven kinderverzorgers leggen de eed af volgens door de Regering vast te leggen regels krachtens artikel 28, 5°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Onderafdeling II. — Verandering van affectatie en mutatie

Art. 41. § 1. De inrichtende macht kan, op aanvraag van de in vast verband geworven kinderverzorger, een verandering van affectatie verlenen bij één van haar inrichtingen die een post heeft verkregen, voor zover deze niet reeds bekleed wordt door een in vast verband geworven kinderverzorger.

De overgang van een inrichting naar een andere moet zonder onderbreking geschieden.

De verandering van affectatie heeft uitwerking met ingang van 1 september van het jaar waarin de toekenning van de posten bedoeld in artikel 7 van toepassing wordt.

§ 2. Wanneer een in vast verband geworven kinderverzorger een mutatie wenst te verkrijgen bij een andere inrichtende macht van de zone of van een andere zone, moet hij dit aanvragen bij aangetekend schrijven gericht aan deze, die zijn toestemming moet verlenen. Hij brengt daar de voorzitter(s) van de betrokken zone op de hoogte van.

De mutatie bedoeld in het eerste lid kan slechts geschieden in een inrichtende macht van een andere zone als een betrekking wordt gecreëerd binnen de betrokken zone krachtens de bepalingen bedoeld bij Titel II van dit decreet, en voor zover de inrichtende macht een post van kinderverzorger voor het volgende schooljaar geniet.

Die mutatie heeft uitwerking op de volgende eerste september. De inrichtende macht die de mutatie heeft aanvaard, moet de kinderverzorger op die datum in vast verband werven. De kinderverzorger moet op die datum ontslag nemen in de inrichtende macht die hij verlaat.

Die mutatie geeft geen aanleiding tot onderbreking.

Onderafdeling III. — Reaffectatie

Art. 42. Nadat de posten overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 7 toegekend zijn, en, wanneer de schoolinrichting waarbij de kinderverzorger in vast verband benoemd is, geen post meer verkrijgt, reffecteert de inrichtende macht de kinderverzorger bij één van haar schoolinrichtingen van de zone die een post heeft verkregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorger.

Die reffectatie heeft uitwerking met ingang van 1 september van het jaar waarin de toekenning van de posten bedoeld in artikel 7 van toepassing wordt.

Art. 43. § 1. Wanneer de inrichtende macht waarbij de kinderverzorger in vast verband geworven is, geen post meer verkrijgt, wordt de kinderverzorger door de commissie voorlopig gereffecteerd bij een inrichtende macht van de zone die een post heeft verkregen die niet reeds bekleed wordt door een in vast verband of in voorlopig verband geworven kinderverzorger. Wanneer geen consensus bij de vergadering van de commissie wordt bereikt of indien het vereiste quorum niet wordt bereikt, reffecteert de voorzitter van de commissie de kinderverzorger.

De voorzitter van de commissie deelt de gegevens betreffende de inrichtende macht aan de kinderverzorger mee en brengt daar eveneens die inrichtende macht op de hoogte van.

Die reffectatie geeft geen aanleiding tot een onderbreking.

Ze heeft uitwerking met ingang van 1 september van het jaar waarin de toekenning van posten bedoeld in artikel 7 van toepassing wordt.

§ 2. Die reffectatie wordt definitief wanneer de kinderverzorger dit heeft aangevraagd en een anciënniteit van 360 dagen heeft verworven bij de inrichtende macht waarin hij voorlopig gereffecteerd is.

Voor de berekening van de 360 dagen, worden enkel in aanmerking genomen, de werkelijk gepresteerde diensten, met inbegrip van de jaarvakantie, de verloven bepaald in de artikelen 5, 5bis en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, alsook van de verloven met het oog op adoptie en pleegvoogdij en van de moederschapsrust die respectievelijk bepaald zijn in hoofdstuk IIbis en in hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

Zolang de kinderverzorger niet 360 dagen anciënniteit in dienst van de inrichtende macht heeft verworven, wordt de reffectatie verlengd, behalve :

- andersluidende aanvraag die in onderling overleg wordt ingediend;
- bij zware tekortkoming;
- beslissing van de bevoegde zonale commissie waarvoor de inrichtende macht of de kinderverzorger, die hun aanvraag respectievelijk met redenen omkleeden, de zaak hebben gebracht;
- verlies van de post van kinderverzorger door de inrichtende macht.

Wanneer een einde wordt gemaakt aan de voorlopige reffectatie onder de voorwaarden van het vorige lid, wordt de kinderverzorger voorlopig gereffecteerd op de volgende eerste september bij een andere inrichtende macht, overeenkomstig § 1.

Die reffectatie is echter definitief wanneer ze geschiedt bij een inrichtende macht waarbij de kinderverzorger de anciënniteit van 360 dagen bedoeld in het eerste lid vooraf heeft verworven.

§ 3. Onverminderd § 2, derde lid, indien, voor het schooljaar volgend op de voorlopige reffectatie van de kinderverzorger bij een inrichtende macht :

- ofwel de kinderverzorger niet de 360 dagen heeft verworven bedoeld in het eerste lid;
 - ofwel de kinderverzorger geen aanvraag heeft ingediend om definitief te worden gereffecteerd in de inrichtende macht waarin hij voorlopig gereffecteerd is;
 - ofwel de inrichtende macht waarin hij voorlopig gereffecteerd is, geen post van kinderverzorger meer krijgt,
- en indien de inrichtende macht waarin de kinderverzorger vóór zijn voorlopige reffectatie in vast verband geworven was, een post van kinderverzorger krijgt met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 7, kan hij verzoeken om in deze in vast verband te worden gereffecteerd op 1 september van het betrokken jaar.

Onderafdeling IV. — Vervanging

Art. 44. Elke afwezigheid van de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorger, of diens vervanger voor een periode van ten minste 10 werkdagen, geeft aanleiding tot een vervanging door een kinderverzorger. De kinderverzorger wordt vervangen door een kinderverzorger die wordt aangewezen met inachtneming van de regels vastgesteld in artikel 28, § 3, b) van het decreet van 12 mei 2004, indien de in vast verband benoemde kinderverzorger of diens vervanger moet worden vervangen voor een ononderbroken periode van ten minste 15 weken.

Die vervanging wordt geregeld bij de bepalingen van de voormelde wet van 3 juli 1978.

HOOFDSTUK IV. — *Lesrooster van de kinderverzorgers*

Art. 45. De kinderverzorgers zorgen voor 36 lestijden van 50 minuten per week, dit is 1800 minuten.

Die lestijden omvatten :

- hoogstens 1.400 minuten, ter aanvulling van de lestijden van de kleuteronderwijzers gedurende de 28 lestijden;
- 300 minuten met de leerlingen, buiten die lestijden, voor het onthaal, de animatie en het toezicht op de kinderen alsook de hulpverlening bij de maaltijden;
- 100 minuten, buiten de aanwezigheid van de leerlingen, voor het overleg met de onderwijzers, de ouders en het psycho-medisch-sociaal centrum.

HOOFDSTUK V. — *Beoordeling*

Art. 46. De artikelen 66 tot 75 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn van toepassing op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt uitoefenen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

HOOFDSTUK VI. — *Personeelsleden die het slachtoffer van gewelddaden zijn**Afdeling I. — Algemene bepaling*

Art. 47. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder gewelddaad, elke aanranding van de lichamelijke en/of psychische integriteit begaan met een boosaardige bedoeling, elke agressie van raciale, godsdienstige of seksistische aard tegen een kinderverzorger alsook elke beschadiging van de goederen van deze ofwel door een leerling, ofwel door een derde op aansporing van of met de medeplichtigheid van deze, ofwel door een lid van het gezin van de leerling of elke persoon die in hetzelfde huis woont, in het kader van de dienst van de kinderverzorger of in rechtstreeks verband hiermee, ofwel door elke persoon die niet behoort tot het personeel van de inrichting, voor zover het slachtoffer aantoont dat de gewelddaad in rechtsreeks verband met de dienst staat;

§ 2. Onder kinderverzorger die het slachtoffer is (geweest) van een gewelddaad wordt verstaan, de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorger die erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval voortvloeiend uit de daad bepaald in het eerste lid door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

Deze bepalingen zijn alleen van toepassing voor zover het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

Wanneer de gewelddaad is gepleegd buiten de inrichting, dan wordt de aanvraag om voorrang alleen in aanmerking genomen voor zover de pleger van de gewelddaad kan worden geïdentificeerd.

Afdeling II. — Franse Gemeenschap

Art. 48. § 1. Indien de kinderverzorger niet tijdelijk ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, en, behoudens bij behoorlijk met redenen omklede overmacht, dient hij zijn aanvraag om het voordeel van de bepaling van artikel 49 te kunnen genieten, in bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan, bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs, die nagaat of aan de voorwaarden van dit hoofdstuk is voldaan.

Binnen dezelfde termijn zendt hij eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een afschrift van die aanvraag aan zijn inrichtingshoofd over.

Ingeval de kinderverzorger tijdelijk ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, dient hij zijn aanvraag bedoeld in het eerste lid in binnen een termijn van één maand vanaf de dag waarop hij zijn ambt weer uitoefent.

Bij de aanvraag worden gevoegd, een afschrift van de klacht bedoeld in artikel 47 alsook een afschrift van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

§ 2. Binnen de acht werkdagen die volgen op de ontvangst van de aanvraag bedoeld in § 1, brengt de Algemene Directie Leerplichtonderwijs de Regering een advies uit. Er wordt een afschrift van dat advies meegedeeld aan het inrichtingshoofd alsook aan het betrokken personeelslid.

De beslissing tot toekenning van het voordeel van de regeling bepaald in dit hoofdstuk, wordt door de Regering genomen binnen de acht werkdagen. Er wordt daarvan onmiddellijk kennisgegeven aan het inrichtingshoofd alsook aan de betrokken kinderverzorger.

Art. 49. De kinderverzorger kan een gelegenheidsverandering van affectatie aanvragen naar een andere inrichting van dezelfde zone of van een andere zone, voor zover hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 48.

Die inrichting moet voor het lopende schooljaar kunnen beschikken over een post van kinderverzorger toegekend met inachtneming van artikel 7.

De in artikel 48 bedoelde aanvraag vermeldt in welke affectatiezone(s) de kinderverzorger vraagt om de gelegenheidsverandering van affectatie te kunnen genieten alsook de inrichting(en) waarin hij wenst te worden geaffecteerd.

De aanvraag kan op elk ogenblik van het jaar worden ingediend; een afschrift van die aanvraag wordt gelijktijdig aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie, en, in voorkomend geval, aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie overgezonden.

De betrokken zonale affectatiecommissie, en, in voorkomend geval, de interzonale affectatiecommissie, stelt de Regering de gelegenheidsveranderingen van affectatie voor die ze als het meest gepast beschouwt.

De Regering kent de kinderverzorger die het slachtoffer is (geweest) van gewelddaden een gelegenheidsverandering van affectatie toe in een betrekking bekled door een kinderverzorger Geco/ »APE« van de betrokken zone.

In dat geval moet de kinderverzorger Geco/ »APE« die in die post geworven is, omwisselen, als hij binnen dezelfde zone aangesteld is.

Het vorige lid geldt alleen voor de gelegenheidsveranderingen van affectatie die vóór 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

De Regering zendt de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie een afschrift van de gelegenheidsveranderingen van affectatie over.

Indien de in vast verband benoemde kinderverzorger een gelegenheidsverandering van affectatie verkrijgt in een inrichting die ressorteert onder een andere zone dan die van de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van de gewelddaad, zendt de Regering eveneens een afschrift van de akte van gelegenheidsverandering van affectatie aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie over.

In afwijking van artikel 22, kan de in vast verband benoemde kinderverzorger die het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, na 31 januari van het schooljaar waarin hij het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, een aanvraag om verandering van affectatie indienen voor het volgende schooljaar of de reeds gedane keuze van inrichtingen wijzigen op voorwaarde dat de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk heeft erkend dat hij niet in staat is zijn ambt opnieuw uit te oefenen in de inrichting waarin hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad. Die aanvraag wordt niettemin pas in aanmerking genomen als ze vóór 15 mei aan de voorzitter van de betrokken zonale of interzonale affectatiecommissie wordt gezonden.

Afdeling III. — Gesubsidieerd officieel

Art. 50. § 1. Indien de kinderverzorger niet tijdelijk ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, en, behoudens bij behoorlijk met redenen omklede overmacht, dient hij zijn aanvraag om voorrang in bij een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan, bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs. Binnen dezelfde termijn zendt hij eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een afschrift van die aanvraag aan zijn inrichtende macht over. De Algemene Directie Leerplichtonderwijs kijkt na of de voorwaarden voor de toepassing van dit decreet vervuld zijn, en wint elke aanvullende informatie in die zij als nuttig acht.

Ingeval de kinderverzorger tijdelijk ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, dient hij de aanvraag bedoeld in het vorige lid in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van één maand vanaf de dag waarop hij zijn ambt weer uitoefent, bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs. Binnen dezelfde termijn, zendt het eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een afschrift van die aanvraag aan zijn inrichtende macht over. De Algemene Directie Leerplichtonderwijs kijkt na, naar gelang van het geval, of de voorwaarden voor de toepassing van dit decreet vervuld zijn, en wint elke aanvullende informatie in die zij als nuttig acht.

Bij de aanvraag worden gevoegd, een afschrift van de klacht bedoeld in artikel 47 alsook een afschrift van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

§ 2. Binnen de acht werkdagen die volgen op de ontvangst van de aanvraag bedoeld in § 1, brengt de Algemene Directie Leerplichtonderwijs de Regering een advies uit. Er wordt een afschrift van dat advies meegedeeld aan de inrichtende macht alsook aan de betrokken kinderverzorger.

De beslissing tot toekenning van het voordeel van de regeling bepaald in dit hoofdstuk, wordt door de Regering genomen binnen de acht werkdagen. Er wordt daarvan onmiddellijk kennisgegeven aan de inrichtende macht alsook aan de betrokken kinderverzorger.

Art. 51. § 1. Onder de in dit hoofdstuk bedoelde voorwaarden, kan de in vast verband benoemde kinderverzorger een verandering van affectatie aanvragen naar een andere inrichting die onder dezelfde inrichtende macht ressorteert.

De in artikel 50, § 1 bedoelde aanvraag vermeldt in welke inrichting(en) de kinderverzorger vraagt om de gelegenheidsverandering van affectatie te kunnen genieten.

Die gewenste inrichting moet kunnen beschikken over een post van kinderverzorger toegekend met inachtneming van artikel 7 van dit decreet.

De aanvraag kan op elk ogenblik van het jaar worden ingediend; een afschrift van die aanvraag wordt gelijktijdig aan de voorzitter van de betrokken zonale commissie voor personeelsbeheer, en, in voorkomend geval, aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie overgezonden.

De Regering kent de kinderverzorger die het slachtoffer is (geweest) van een gewelddaad een gelegenheidsverandering van affectatie toe in een betrekking bekleed door een kinderverzorger Geco/ »APE « in één van haar inrichtingen.

In dat geval moet de kinderverzorger Geco/ »APE « die in die post tewerkgesteld is, omwisselen.

Het vorige lid geldt alleen voor de gelegenheidsveranderingen van affectatie die vóór 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 2. Als de zonale commissie voor personeelsbeheer of, in voorkomend geval, de centrale commissie voor personeelsbeheer de in vast verband benoemde kinderverzorger geen gelegenheidsverandering van affectatie heeft kunnen bieden overeenkomstig § 1, kent ze aan de kinderverzorger die dit aanvraagt die gelegenheidsverandering van affectatie toe in een betrekking van kinderverzorger die bekleed wordt door een kinderverzorger Geco/ »APE « en die onder een andere inrichtende macht ressorteert.

Het vorige lid geldt alleen voor de gelegenheidsveranderingen van affectatie die voor 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

§ 3. In het schooljaar dat volgt op het jaar waarin de kinderverzorger het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, kent de inrichtende macht hem een verandering van affectatie toe bij voorrang op elke verandering van affectatie, op elke aanstelling en op elke vaste benoeming van een ander personeelslid, in elke vacante betrekking van hetzelfde ambt, op voorwaarde dat de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk heeft erkend dat hij niet in staat is zijn ambt(en) opnieuw uit te oefenen in de inrichting waarin hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad.

Afdeling IV. — Gesubsidieerd vrij

Art. 52. § 1. Indien de kinderverzorger niet tijdelijk ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, en, behoudens bij behoorlijk met redenen omklede overmacht, dient hij zijn aanvraag om voorrang in bij een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan, bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs. Binnen dezelfde termijn zendt hij eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een afschrift van die aanvraag aan zijn inrichtende macht over. De Algemene Directie Leerplichtonderwijs kijkt na of de voorwaarden voor de toepassing van dit decreet vervuld zijn, en wint elke aanvullende informatie in die zij als nuttig acht.

Ingeval de kinderverzorger tijdelijk ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, dient hij de aanvraag bedoeld in het vorige lid in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van één maand vanaf de dag waarop hij zijn ambt weer uitoefent, bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs. Binnen dezelfde termijn, zendt hij eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een afschrift van die aanvraag aan zijn inrichtende macht over. De Algemene Directie Leerplichtonderwijs kijkt na, naar gelang van het geval, of de voorwaarden voor de toepassing van dit hoofdstuk vervuld zijn, en wint elke aanvullende informatie in die zij als nuttig acht.

Bij de aanvraag worden gevoegd, een afschrift van de klacht bedoeld in artikel 47 alsook een afschrift van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

De inrichtende macht zendt een afschrift van de aanvraag aan de betrokken voorzitter van de zonale commissie voor personeelsbeheer, of, in voorkomend geval, van de centrale commissie voor personeelsbeheer, over.

§ 2. Binnen de acht werkdagen die volgen op de ontvangst van de aanvraag bedoeld in § 1, brengt de Algemene Directie Leerplichtonderwijs de Regering een advies uit. Er wordt een afschrift van dat advies meegedeeld aan de inrichtende macht alsook aan de betrokken kinderverzorger.

De beslissing tot toekenning van de voorrang bepaald in dit artikel, wordt door de Regering of haar afgevaardigde genomen binnen de acht werkdagen. Er wordt daarvan onmiddellijk kennisgegeven aan de inrichtende macht alsook aan de betrokken kinderverzorger.

§ 3. Onder de in dit hoofdstuk bedoelde voorwaarden, kan de in vast verband benoemde kinderverzorger een verandering van affectatie aanvragen naar een andere inrichting die onder dezelfde inrichtende macht ressorteert.

De in artikel 50, § 1 bedoelde aanvraag vermeldt in welke inrichting(en) de kinderverzorger vraagt om de gelegenheidsverandering van affectatie te kunnen genieten.

Die gewenste inrichting moet kunnen beschikken over een post van kinderverzorger toegekend met inachtneming van artikel 7 van dit decreet.

De aanvraag kan op elk ogenblik van het jaar worden ingediend; een afschrift van die aanvraag wordt gelijktijdig aan de voorzitter van de betrokken zonale commissie(s) voor personeelsbeheer, en, in voorkomend geval, aan de voorzitter van de centrale commissie voor personeelsbeheer overgezonden.

De inrichtende macht kent de kinderverzorger die het slachtoffer is (geweest) van een gewelddaad een gelegenheidsverandering van affectatie toe in een betrekking bekleed door een kinderverzorger Geco/ »APE » in één van haar inrichtingen.

In dat geval moet de kinderverzorger Geco/ »APE » die in die post tewerkgesteld is, omwisselen.

De vorige leden gelden alleen voor de gelegenheidsveranderingen van affectatie die vóór 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4. Als de zonale commissie voor personeelsbeheer of, in voorkomend geval, de centrale commissie voor personeelsbeheer de in vast verband benoemde kinderverzorger geen gelegenheidsverandering van affectatie heeft kunnen bieden overeenkomstig § 3, kent ze aan de kinderverzorger die dit aanvraagt die gelegenheidsverandering van affectatie toe in een betrekking van kinderverzorger die bekleed wordt door een kinderverzorger Geco/ »APE » en die onder een andere inrichtende macht ressorteert.

Het vorige lid geldt alleen voor de gelegenheidsveranderingen van affectatie die voor 15 mei van het lopende schooljaar geschieden.

HOOFDSTUK VII. — *Administratieve standen*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 53. Artikel 158 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 is toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Artikel 53 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Artikel 65 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

Afdeling II. — Dienstactiviteit

Art. 54. De artikelen 159 en 160 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 55. De artikelen 54 tot 55 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 zijn toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 56. De artikelen 66 tot 67 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 zijn toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

Afdeling III. — Non-activiteit

Art. 57. De artikelen 161 en 163 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 58. Artikel 56 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 59. Artikel 68 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

Afdeling IV. — Terbeschikkingstelling

Art. 60. De artikelen 164 tot 166 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van letter *a*) van artikel 164, zijn toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 61. Artikel 57 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 62. Artikel 69 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

Afdeling V. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs

Art. 63. Artikel 167^{quater} van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 is toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 64. De artikelen 81 tot 83 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 65. Artikel 70 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

HOOFDSTUK VIII. — *Tuchtregeling*

Art. 66. De artikelen 122 tot 134 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 67. De artikelen 64 tot 74 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 zijn toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 68. De artikelen 73 tot 79 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 zijn toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

HOOFDSTUK IX. — *Raden van beroep*

Art. 69. De artikelen 136 tot 157 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 70. De artikelen 75 tot 80 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 71. De artikelen 80 tot 86 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 zijn toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

HOOFDSTUK X. — *Preventieve schorsing : administratieve maatregel*

Art. 72. De artikelen 157^{bis} tot 157 *quinquies* van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 73. De artikelen 60 tot 63 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 zijn toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 74. De artikelen 87 tot 90 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

HOOFDSTUK XI. — *Paritaire commissies*

Art. 75. Hoofdstuk XII van het voormelde decreet van 6 juni 1994 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 76. Artikel 69 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen die strijdig zijn met de statuten kunnen niet worden tegengeworpen*

Art. 77. Hoofdstuk XIII van het voormelde decreet van 6 juni 1994 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Artikel 4 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 is toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

HOOFDSTUK XIII. — *Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór de inruststelling*

Art. 78. De bepalingen van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra worden toepasselijk gemaakt op de in vast verband of voorlopig verband benoemde of geworven kinderverzorgers.

HOOFDSTUK XIV. — *Dienstanciënniteit*

Art. 79. Voor de toepassing van dit decreet worden de diensten gepresteerd als kinderverzorger Geco/ »APE « en de diensten gepresteerd als kinderverzorgers krachtens dit decreet in aanmerking genomen bij de berekening van de ambtsanciënniteit en de dienstanciënniteit.

Voor de berekening van de dagen dienstanciënniteit zijn toepasselijk :

- de statutaire bepalingen van elk van de netten betreffende de nadere regels voor de berekening van de dienstanciënniteit van de tijdelijke personeelsleden voor de dagen gepresteerd als kinderverzorger Geco/ »APE «;
- en de statutaire bepalingen van elk van de netten betreffende de nadere regels voor de berekening van de dienstanciënniteit van de in vast verband benoemde personeelsleden voor de dagen gepresteerd als in vast verband of voorlopig verband benoemde of geworven kinderverzorger.

HOOFDSTUK XV. — *Definitieve ambtsneerlegging en einde van de overeenkomst*

Art. 80. De artikelen 168 tot 169 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn toepasselijk op de in vast verband benoemde kinderverzorgers en op de contractuele kinderverzorgers die hun ambt in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs uitoefenen.

Art. 81. De artikelen 58 tot 59 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 zijn toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband benoemde kinderverzorgers en op de contractuele kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefenen.

Art. 82. De artikelen 71, 71bis en 72 tot 72ter van het voormelde decreet van 1 februari 1993 zijn toepasselijk op de in vast verband of voorlopig verband geworven kinderverzorgers die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

De artikelen 71, 71bis en 71ter tot octies van het voormelde decreet van 1 februari 1993 zijn toepasselijk op de contractuele kinderverzorgers bedoeld in artikel 44 die hun ambt in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen.

HOOFDSTUK XVI. — *Mededeling van de lijsten*

Art. 83. Als de inrichtende macht voor uiterlijk 1 mei niet de lijst van kinderverzorgers bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, en de lijst bedoeld in artikel 28, § 3, a) van het decreet van 12 mei 2004 heeft meegedeeld, verliest zij het voordeel van elke post van kinderverzorger verkregen krachtens artikel 27 van het voormelde decreet of van elke andere post Geco/ »APE« (tegemoetkoming ter bevordering van de werkgelegenheid (TBW) en PTP (professioneel doorstromingsprogramma (PDP) verkregen in het kader van de procedure bedoeld in de artikelen 28 tot 34 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, voor het betrokken schooljaar. Als zij die post niet voor het betrokken schooljaar heeft verkregen, verliest zij het voordeel ervan voor het volgende schooljaar.

TITEL IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 84. In afwijking van artikel 5, voor het schooljaar 2006-2007, wordt het aantal posten van kinderverzorgers van het gewoon voorschools onderwijs, door de Regering vastgesteld voor uiterlijk 31 augustus 2006.

In afwijking van artikel 83 van dit decreet en van artikel 28, § 7, tweede lid van het decreet van 12 mei 2004, moeten de lijst van kinderverzorgers bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, en de lijst bedoeld in artikel 28, § 3, a) van dat decreet, geschieden, op straffe van sancties bepaald in die decreten, voor 15 juni 2006 worden meegedeeld, met het oog op de acties in verband met het schooljaar 2006-2007.

Art. 85. Voor het schooljaar 2006-2007 wordt het aantal posten van therapeuten psychomotoriek Geco / »APE« door de Regering uiterlijk voor 31 augustus 2006 vastgesteld.

Art. 86. De kinderverzorgers die houder zijn van een brevet van verpleegaspirant(e) bedoeld bij het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van verpleegaspiranten of van het getuigschrift van het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs en van het kwalificatiegetuigschrift van het zesde jaar van het secundair onderwijs, onderafdeling specialiteit « monitrice voor kindergemeenschappen » bedoeld bij het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, en die, vlak vóór de inwerkingtreding van dit decreet, als kinderverzorgers Geco's/ »APE« werden aangesteld gedurende ten minste 600 dagen, worden geacht te voldoen aan de voorwaarde bedoeld in artikel 10 van dit decreet.

De 600 dagen worden berekend overeenkomstig de statutaire bepalingen die toepasselijk zijn in elk van de netten betreffende de nadere regels voor de berekening van de dienstanciënniteit van de tijdelijke personeelsleden.

Art. 87. Voor het schooljaar 2006-2007, in afwijking van artikel 28, § 8, eerste lid van het decreet van 12 mei 2004, worden de kinderverzorgers geacht zich kandidaat te hebben gesteld om hun voorrang te laten gelden krachtens de bij die bepaling bedoelde klassementen.

TITEL V. — *Wijzigingsbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 88. Het tweede lid van § 1 van artikel 14 ter van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt aangevuld als volgt :

« 7° voor de opdrachten bedoeld bij onderafdeling 1 van afdeling II van hoofdstuk V van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, voor wat het gespecialiseerd onderwijs betreft;

8° voor de opdrachten bedoeld bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd ».

Art. 89. In artikel 14quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 4 juli 1994, bij het besluit van de Regering van 9 januari 1996, bij het besluit van de Regering van 12 januari 1998, bij het besluit van de Regering van 29 april 1999, bij het decreet van 29 maart 2001, bij het decreet van 20 december 2001, gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2003, bij het decreet van 17 december 2003, bij de decreten van 12 mei 2004, en bij het decreet van 4 mei 2005, wordt § 1quater vervangen door wat volgt :

« § 1quater. De zonale commissie is bevoegd voor de opdrachten bedoeld bij het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, alsook voor de opdrachten bedoeld bij het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen*

Art. 90. Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen wordt aangevuld met een punt 3, luidend als volgt :

« 3. op de kinderverzorgers bedoeld bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 91. Het eerste lid van artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt aangevuld met een punt 13°, luidend als volgt :

« 13° het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 januari 1992 betreffende het ouderschapsverlof en het verlof om dwingende familiale redenen toegestaan aan personeelsleden van de onderwijsinrichtingen van de Gemeenschap*

Art. 92. Artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 januari 1992 betreffende het ouderschapsverlof en het verlof om dwingende familiale redenen toegestaan aan personeelsleden van de onderwijsinrichtingen van de Gemeenschap wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Dit besluit is eveneens van toepassing op de kinderverzorgers die in vast verband of in voorlopig verband benoemd of geworven worden krachtens het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs*

Art. 93. In artikel 1, 4° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, wordt het tweede streepje aangevuld met de volgende woorden :

« met uitzondering van de kinderverzorgers van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde gewoon kleuteronderwijs. ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs*

Art. 94. In artikel 1, 4° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, wordt het tweede streepje aangevuld met de volgende woorden :

« met uitzondering van de kinderverzorgers van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde gewoon kleuteronderwijs. ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

Art. 95. In artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt het volgende lid toegevoegd :

« Dit artikel is van toepassing op de veranderingen van affectatie bepaald bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 96. In artikel 3ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, ingevoegd bij het decreet van 3 juli 2003, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004 en bij het decreet van 4 mei 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 2 :

a) wordt 2° vervangen door de volgende bepaling :

« 2° een aantal posten dat hij elk jaar vaststelt onder de beschikbare middelen die bestemd zijn voor het basisonderwijs in het kader van overeenkomsten genomen bij toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen.

b) wordt 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 3° met het oog op de toekenning van subsidies voor de aankoop van materieel bestemd voor de psychomotoriek volgens de nadere regels bepaald in de artikelen 16 tot 19 van het decreet van 3 juli 2003 tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs :

- voor het jaar 2006 : 412.200 euro;
- voor het jaar 2007 : 598.800 euro;
- voor het jaar 2008 : 641.800 euro;
- voor het jaar 2009 : 753.800 euro;
- voor het jaar 2010 : 892.400 euro. ».

2° § 4 wordt afgeschaft.

HOOFDSTUK IX. — Wijziging van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs

Art. 97. In het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit van sommige personeelsleden uit het onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 1 wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

« 9° het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

2° In artikel 8, wordt een nieuwe § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. De kinderverzorger die in vast verband of in voorlopig verband benoemd of geworven is krachtens het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, geniet, op de datum van zijn benoeming of van zijn werving in vast verband of in voorlopig verband, 30 werkdagen verlof wegens ziekte of invaliditeit. ».

HOOFDSTUK X. — Wijziging van het decreet van 8 mei 2003 tot wijziging van de geldende bepalingen inzake verlof en tot inrichting van de moederschapsbescherming

Art. 98. Artikel 40 van het decreet van 8 mei 2003 tot wijziging van de geldende bepalingen inzake verlof en tot inrichting van de moederschapsbescherming, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Deze afdeling is eveneens van toepassing op de vrouwelijke personeelsleden die in vast verband of in voorlopig verband benoemd of geworven zijn in het kader van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

Art. 99. Artikel 76 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweed lid, luidend als volgt :

« Deze afdeling is eveneens van toepassing op de vrouwelijke personeelsleden die in vast verband of in voorlopig verband benoemd of geworven zijn in het kader van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

HOOFDSTUK XI. — Wijziging van het decreet van 3 juli 2003 tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs

Art. 100. In titel III van het decreet van 3 juli 2003 tot invoering van de psychomotorische activiteiten in het gewoon kleuteronderwijs wordt hoofdstuk I, dat uit de artikelen 12 tot 15 bestaat, afgeschaft.

HOOFDSTUK XII. — Wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

Art. 101. Het tweede lid van artikel 5 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, wordt aangevuld als volgt :

« 3. voor de opdrachten bedoeld bij afdeling II van hoofdstuk V van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, voor wat het gespecialiseerd onderwijs betreft.

4. voor de opdrachten bedoeld bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

Art. 102. In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004 en bij het decreet van 4 mei 2005, wordt het tweede lid aangevuld met een punt 7., luidend als volgt :

« 7. de opdrachten bedoeld bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. »

Art. 103. Het tweede lid van artikel 9 van het voormelde decreet wordt aangevuld als volgt :

3. de opdrachten bedoeld bij afdeling II van hoofdstuk V van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, voor wat het gespecialiseerd onderwijs betreft;

4. de opdrachten bedoeld bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd.

Art. 104. In artikel 10 van het voormelde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004 en bij het decreet van 4 mei 2005, wordt het vierde lid aangevuld met een punt 7., luidend als volgt :

« 7. de opdrachten bedoeld bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd. ».

HOOFDSTUK XIII. — Wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap

Art. 105. Artikel 4 van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4. Onder de betrekkingen bedoeld bij het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002, bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 en bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, moet het aantal betrekkingen die bestemd zijn voor de tewerkstelling van kinderverzorgers hoger zijn dan of gelijk zijn aan het aantal betrekkingen die daarvoor waren bestemd gedurende het schooljaar 2003-2004. ».

Art. 106. Artikel 6 van het voormelde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 6. Voor de toepassing van dit decreet, moeten de kinderverzorgers houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen. ».

Art. 107. In artikel 20, tweede lid, eerste streepje van hetzelfde decreet, wordt het aantal « 26 » vervangen door het aantal « 28 ».

Art. 108. Artikel 28, § 1 van het voormelde decreet, wordt aangevuld als volgt :

« Voor de toepassing van deze paragraaf, worden eveneens in aanmerking genomen :

- De dagen gepresteerd in het kader van contractuele tewerkstellingen krachtens artikel 24 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd;

- De dagen gepresteerd als personeelslid PTP (professioneel doorstromingsprogramma (PDP) in de hoedanigheid van helpster kleuteronderwijzeressen, houder van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 6 van dit decreet. »

Art. 109. In het derde lid van artikel 28, § 2 van het voormelde decreet, worden de woorden « bij een van de inrichtende machten van de zone » vervangen door de woorden « bij de inrichtende machten van de zone ».

Art. 110. Het eerste lid van punt *b)* van artikel 28, § 3, van het voormelde decreet wordt vervangen als volgt :

« Iedere Commissie stelt een lijst op van kinderverzorgers, die op 30 april van het lopende schooljaar ten minste 1 080 dagen anciënniteit hebben bij een van de inrichtende machten van de zone. De kinderverzorgers worden gerangschikt in de volgende groepen :

1. groep A : van 1 080 tot 1 439 dagen anciënniteit;
2. groep B : van 1 440 tot 1 799 dagen anciënniteit;
3. groep C : van 1 800 tot 2 159 dagen anciënniteit. ».

Art. 111. In artikel 28 van het voormelde decreet, wordt § 2 aangevuld als volgt :

« Voor de toepassing van de derde tot vijfde leden van deze paragraaf, worden eveneens in aanmerking genomen :

- De dagen gepresteerd in het kader van contractuele tewerkstellingen krachtens artikel 34 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd;

- De dagen gepresteerd als personeelslid PTP (professioneel doorstromingsprogramma (PDP) in de hoedanigheid van helpster kleuteronderwijzeressen, houder van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 6 van dit decreet. »

Art. 112. In artikel 28 van het voormelde decreet, wordt § 3 aangevuld als volgt :

« Voor de toepassing van punt *b)* van deze paragraaf, worden eveneens in aanmerking genomen :

- De dagen gepresteerd in het kader van contractuele tewerkstellingen krachtens artikel 44 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd;

- De dagen gepresteerd als personeelslid PTP (professioneel doorstromingsprogramma (PDP) in de hoedanigheid van helpster kleuteronderwijzeressen, houder van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 6 van dit decreet. »

Art. 113. Paragraaf 7 van artikel 28 van het voormelde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 7. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, deelt de inrichtende macht, voor uiterlijk 1 mei , de commissie de lijst van kinderverzorgers bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, mee, wat het gesubsidieerd officieel onderwijs betreft, en de lijst bedoeld in artikel 28, § 3, *a*), wat het gesubsidieerd vrij onderwijs betreft.

Als de inrichtende macht die mededeling niet binnen de in het vorige lid gestelde termijn heeft verricht, verliest zij het voordeel van elke post van kinderverzorger verkregen krachtens artikel 27 van dit decreet en/of van elke andere post Geco/ APE – (Aide à la Promotion de l'Emploi - tegemoetkoming ter bevordering van de tewerkstelling) of PTP (professioneel doorstromingsprogramma (PDP)) verkregen in het kader van de procedure bedoeld in de artikelen 28 tot 34 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, voor het betrokken schooljaar. Als zij die post niet voor het betrokken schooljaar heeft verkregen, verliest zij het voordeel voor het volgende schooljaar.

In voorkomend geval, kan de Regering een bijkomende termijn toekennen voor de mededeling van die lijsten. ».

Art. 114. In artikel 28 van het voormelde decreet worden de volgende paragrafen toegevoegd :

« § 8. In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, moet de kinderverzorger die zijn voorrang wenst te laten gelden krachtens de anciënniteit bedoeld in artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden voor wat het gesubsidieerd officieel onderwijs betreft, en 28, § 3, *b*) voor wat het gesubsidieerd vrij onderwijs betreft, zich bij aangetekend schrijven kandidaat stellen bij zijn inrichtende macht en bij de voorzitter van de bevoegde zonale commissie, voor uiterlijk 15 april.

De inrichtende macht brengt de voorzitter van de commissie op de hoogte van de aanstelling of de werving uitgevoerd krachtens de zonale rangschikking bedoeld in respectievelijk artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden, en 28 § 3 *b*).

§ 9. De kinderverzorger kan vragen om de mededeling te verkrijgen van zijn volgnummer in de rangschikking bedoeld ofwel in artikel 28, § 1, voor wat het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs betreft, ofwel in artikel 28, § 2, derde tot vijfde leden, voor wat het gesubsidieerd officieel onderwijs betreft, en 28, § 3, *b*) voor wat het gesubsidieerd vrij onderwijs betreft.

§ 10. Voor de toepassing van deze titel, wordt de dienstanciënniteit van de kinderverzorgers berekend overeenkomstig de statutaire bepalingen die van toepassing zijn in elk net en die betrekking hebben op de nadere regels voor de berekening van de dienstanciënniteit van de tijdelijke personeelsleden. ».

Art. 115. In hetzelfde decreet wordt en artikel 64*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 64*bis*. De kinderverzorgers die houder zijn van een brevet van verpleegaspirant(e) bedoeld bij het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van verpleegaspiranten of van het studiegetuigschrift van het zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs en van het kwalificatiegetuigschrift van het zesde leerjaar van het secundair onderwijs, onderafdeling specialiteit « monitrice voor kindergemeenschappen » bedoeld bij het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, die vóór de inwerkingtreding van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, aangesteld waren als kinderverzorgers Geco/of « APE » gedurende ten minste 600 dagen, worden geacht aan de voorwaarde bedoeld in artikel 6 van het decreet van 12 mei 2004 te voldoen. ».

Art. 116. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2006, met uitzondering van de artikelen 4, 6, 7, 89, 101 tot 112 en 114 tot 115, die op 1 april 2006 in werking treden, en van de artikelen 8 tot 10, 14, 15, 17, 19 tot 21, 25, 27, 29 tot 30, 35, 37, 39 tot 40, 83, 84 en 86, die op 1 juni 2006 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juni 2006.

De Minister-Presidente, Belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2005 – 2006.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 249-1. — Commissieamendementen, nr. 249-2. — Verslag, nr. 249-3. — Vergaderingsamendement, nr. 249-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 30 mei 2006.